

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 8 (1123) 21 février 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

8

SNCB : laboratoire antisocial



2 - 3

Opel - GM : première
victoire contre
les camps de travail

4, 6 & 17

Ecoles :
comment briser
la "Dame de Fer" ?

7 & 9

Sabena, Clabecq et
les autres : rencontre
pour l'emploi



Première victoire partielle pour les travailleurs d'Opel

Joris Van Gorp

Par 78 % des voix, les travailleurs d'Opel ont récemment rejeté le projet de nouvelle convention et opté pour un préavis de grève. Ce projet prévoyait deux samedis en plus pour l'équipe d'après-midi pendant trois ans. Actuellement, il y a déjà trois samedis imposés le matin.

C'est la révolte contre la dégradation des conditions de travail sous le capitalisme...

Opel-Anvers : les nouveaux camps de travail nazis

«Dans le tiers monde, on gagne dix fois moins, alors on doit se taire»

«Ce n'est plus supportable, considère un ouvrier de l'assemblage. Des poses où il faut trimer pendant 10 heures, des horaires impossibles. Quand je bosse l'après-midi, je pars à 14h30 pour ne rentrer qu'à 2h15 de la nuit. Parfois, je dors jusqu'à 13h30. Une heure plus tard, je suis déjà dans ma voiture pour retourner au travail. Ma femme est vendeuse et nous avons 4 enfants. Toutes les trois semaines, nous devons prendre quelqu'un pour garder les enfants. Cela coûte cher. Notre situation familiale est problématique. Ma femme ne peut assurer l'éducation des enfants à elle seule. Elle a vraiment besoin de moi, mais je ne suis jamais là à cause de mon travail. Et quand je suis chez moi, je suis intraitable ou je récupère dans mon lit.

A présent, le patron veut encore nous faire travailler 2 samedis supplémentaires en pose de l'après-midi. En outre, les conditions de travail sont devenues intenable. Si nous ne réagissons pas, la situation ne peut qu'empirer. Je trouve que nous devons nous mettre en grève. Récemment, un ouvrier de notre équipe a piqué une crise de nerfs. Il était complètement déboussolé.»

Un ouvrier de la section peinture : «Il y a quelques semaines, trois ouvriers sont morts dans un accident de voiture, à cause du verglas. La pression est telle que personne n'ose arriver en retard. Mais, le matin, on ne parvient pas à sortir du lit et, ensuite, on prend des risques inutiles. La direction a présenté ses condoléances à la famille des ouvriers décédés. En signe de deuil, l'usine était censée arrêter la production pendant une minute. En réalité, ils ont arrêté la production exactement 23 secondes. Voilà le prix que vaut une vie humaine pour ces gens. Par la suite, les ouvriers ont poussé à plusieurs reprises sur le bouton d'alarme arrêtant la chaîne en guise de protestation. Je connaissais très bien un de ces ouvriers. Deux semaines après leur mort, personne d'Opel n'est venu trou-



«Sans l'accord de coopération, la grève aurait éclaté depuis longtemps, estime un ouvrier d'Opel-Anvers. Comme à VW (photo), où les délégués ne sont pas liés à la direction.»

ver la famille, ne fût-ce que pour régler les formalités. Une véritable honte.»

«Les gens chantent pour vaincre le stress, mais c'est interdit...»

Un ouvrier de la section portières : «Opel veut introduire une nouveauté : la corde d'alarme. Nous avons déménagé récemment et, dans la nouvelle section, ils ont installé la corde d'alarme. La production ne s'y fait pas encore

sans heurts. Lors des nombreux problèmes techniques, nous poussions d'abord sur le bouton d'alarme qui arrête la chaîne. Dorénavant, cela nous est interdit. Nous devons tirer la corde d'alarme sans arrêter la chaîne. Cela fait un tel vacarme que nous finissons par en devenir fous. Nous avons exigé des délégués que la sonnerie soit désactivée. Mais on a seulement diminué le volume. Parfois, la chaîne ne s'arrête pas à l'heure de la pause. Alors les discussions commencent : faut-il tout laisser tomber ou terminer

d'abord son travail avant d'aller manger sa tartine ? Ils mettent l'installation au point pendant qu'elle fonctionne. A un moment donné, 18 personnes de l'entretien se penchaient sur un même problème. Un bloc de bois s'était enrayé dans la chaîne tordant quelques pignons. Ils ont remédié provisoirement à la situation pour ne pas avoir à arrêter la production. C'est à cette occasion qu'un gars a eu le pied écrasé. Les chefs sont tellement stressés qu'ils déraillent complètement. Avant le déménagement, notre équipe était

très soudée. C'est ce climat d'entente parmi les travailleurs qu'ils veulent casser. On préfère que les gens soient divisés et se lancent des reproches. Dans l'autre équipe, le rythme était devenu si insupportable, qu'ils s'étaient mis à chanter pour vaincre le stress. Les chefs le leur ont interdit immédiatement. Vous vous rendez compte ? On nous défend même de chanter !»

Un ouvrier de l'assemblage : «Il y a quelques jours, une femme qui travaille à notre chaîne se rend au service médical en se plaignant de douleurs au ventre. L'infirmier lui dit qu'il s'agit d'une appendicite. Mais le médecin considère qu'elle a seulement "mal au ventre" et lui donne une pilule avant de la renvoyer à la chaîne. Les douleurs étant devenues insupportables, la femme rentre chez elle dans sa propre voiture. Depuis lors, nous ne l'avons plus revue. Il faut supposer que son cas était plus grave qu'on ne le disait. Un collègue acquiesce : «En cas de maladie, on est immédiatement contrôlé. Lorsque mon médecin traitant me demande combien de jours je vais rester à la maison, je lui réponds : aucun, donne-moi des médicaments forts, sinon j'aurai des problèmes avec mon chef d'équipe.»

Un ouvrier de la carrosserie : «Le climat est très tendu ces derniers mois. Les ouvriers s'en prennent à leurs chefs, pour se défouler. Sinon, ce serait l'explosion. Les gens sont tellement sous pression qu'ils seraient capables de s'entre-déchirer. Mon collègue qui m'accompagne sur le chemin du retour, m'a raconté qu'un ouvrier de son équipe avait blessé le contremaître. Ne parvenant pas à suivre le rythme, il était très stressé. Lorsque le contremaître lui a demandé de se dépêcher, l'ouvrier s'est retourné en colère, blessant le contremaître au cou avec son pistolet à pression. L'homme a été licencié sur le champ. Mon collègue est convaincu qu'il n'a pas voulu blesser le contremaître, mais qu'il était excédé par la cadence...»

"Le patron est à genoux, mais nous le voulons à terre !"

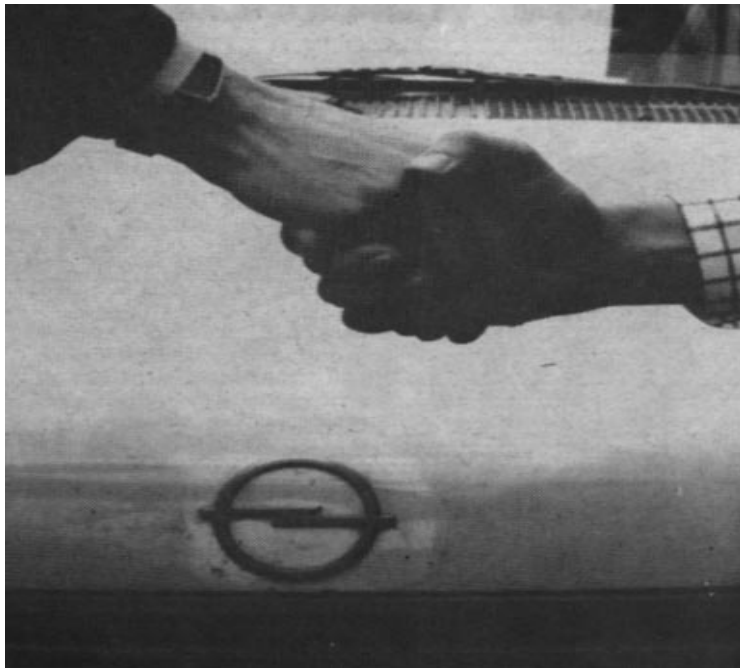
Opel fait des concessions devant la combativité

Lorsque le projet d'accord a été rejeté par 78 % des ouvriers, la direction espérait qu'une semaine suffirait pour que les esprits se calment. Mais on a constaté le contraire. Jeudi 15 février, de nouvelles négociations ont commencé. Le point de vue de la base était : si le patron ne cède pas, ce sera la grève à partir du 19 février. La direction a choisi de céder. Les samedis supplémentaires sont supprimés, tous les contrats temporaires sont prolongés et on embauchera 120 nouveaux temporaires pour alléger la pression du travail. Par ailleurs, tous les autres points du préaccord sont maintenus : 7 F d'augmentation salariale à partir du 1er janvier 1998, mais perte de 10 heures de prime de fin d'année dès la troisième période de maladie. La direction syndicale a accepté de soumettre ce compromis à la base. La semaine prochaine, des assemblées de militants auront lieu dans chaque équipe et on envisage un nouveau référendum le 25 février. Apparemment, la grève est provisoirement reportée, mais des surprises ne sont pas à exclure.

«Aujourd'hui, le patron fait des concessions devant notre combativité. Il est à genoux, mais nous le voulons à terre», déclare un ouvrier. «Alléger la pression du travail en engageant 120 temporaires n'apporte qu'une solution provisoire. Dans quelques mois, la direction essaiera tout de même de se rétracter. Nous voulons un résultat durable par des embauches avec contrat fixe. Tous les temporaires doivent bénéficier d'un contrat à temps indéterminé. De plus, nous avons demandé une augmentation salariale en 1997. Et nous n'accepterons pas qu'on touche à notre prime de fin d'année.»

Opel espère obtenir un accord de coopération

L'extension du travail de samedi est essentiel pour le patronat qui veut comprimer les coûts. C'est une étape vers l'introduction généralisée du travail de week-end. Les patrons veulent utiliser les machines au maximum. L'abandon des samedis supplémentaires est une concession importante. La direction espère ainsi éviter in extremis le déclenchement de la grève. Une grève signifierait en effet la fin de



Fin 1988, la direction d'Opel-Anvers a imposé un accord de collaboration aux syndicats. Aujourd'hui, elle doit plier devant la combativité des ouvriers.

l'accord de coopération signé en 1988 entre le patron et la direction syndicale. Cet accord stipule expressément que «les syndicats qui représentent chez General Motors Continental (Opel-Anvers) les travailleurs, se sont engagés à soutenir l'entreprise dans ce combat par une coopération intensive entre la direction et les syndicats.» Par «ce combat», il faut entendre la concurrence contre les autres producteurs d'automobiles.

La «collaboration intense» s'est traduite en un système très développé, permettant à la direction et aux responsables syndicaux de se rencontrer à tous les niveaux. Plusieurs ouvriers indiquent que depuis lors, les conditions de travail se sont détériorées très rapidement. Opel est le chef de file dans le démantèlement des acquis sociaux. Au sein du comité de direction, les responsables syndicaux se laissent convaincre de la nécessité de telle ou de telle mesure du patronat. Toute résistance est ainsi étouffée dans l'oeuf. Les délégués sont obligés de défendre ces mesures devant la base. Ceux qui refusent d'accepter ce carcan, sont éliminés. Il y a moins d'un an, la direction de la FGTB-Anvers (CMB) a rayé le délégué Eric Bal de la liste des affiliés. La raison principale était son refus d'accepter l'accord de collaboration. «Cet accord paralyse le syndicat et il est à l'origine de la montée de la tension dans l'usine» avait déclaré

Eric Bal dans la Gazet Van Antwerpen.

«Sans accord de collaboration, la grève aurait éclaté depuis longtemps»

De plus en plus de délégués sont convaincus qu'il faut supprimer d'urgence l'accord de collaboration. «On nous oblige à adopter une attitude neutre. Mais comment peut-on rester neutre, lorsqu'on constate ces situations intolérables au sein de l'usine ? Dans ce conflit, la majorité des délégués ont choisi résolument le parti des ouvriers et ont défendu la grève. Mais plus on monte les échelons, moins la démocratie syndicale est respectée. Aucun délégué n'a été mis au courant de ce que les délégués principaux ont exactement défendus pendant les trois dernières négociations. Ce n'est que le vendredi 16 février qu'on nous a communiqué le nouveau projet d'accord. Après le rejet massif de ce dernier, on nous a dit qu'un préavis de grève avait été introduit, mais une semaine plus tard on l'a nié. On ne peut plus continuer sur cette voie. La combativité des gens est énorme. Chez VW cela aurait été la grève depuis longtemps, car les délégués n'y sont pas liés par un accord de collaboration», nous disait encore un délégué.

Opel en très bon état...

La maison mère d'Opel-Anvers, General Motors, a enregistré en 95 une bénéfice net record de 204 milliards de francs au niveau mondial. 38 % de plus qu'en 94. Les bénéfices net de 147 milliards de 94 constituaient déjà un record. A l'extérieur des Etats-Unis, GM a vendu trois millions de voitures. En Europe, GM a vendu 1.667.000 voitures en 95, 1 % de plus qu'en 94. GM a réussi à augmenter sa part de marché aux Etats-Unis de 34 % à 36 %. (Gazet van Antwerpen, 31.1.96) Néanmoins la direction d'Opel-Anvers se lamente : «Les

samedis extra sont nécessaires pour la position concurrentielle», «L'augmentation de salaire de 7 F au plus tôt en 98 est absolument le maximum que l'entreprise pourra supporter». John Smith, le top-manager de General Motors, contredit pourtant la direction anversoise : «Le "groupe" se trouve devant des défis considérables. Mais nous n'aurons pas de difficultés car le "groupe", par sa structure de coûts favorable, occupe une très bonne position concurrentielle». (Financieel Economische Tijd, 31.1.96)

...grâce à 75.000 licenciements

Les profits énormes de GM les deux dernières années ont été obtenus grâce au licenciement de 75.000 travailleurs aux Etats-Unis. Quinze sièges ont été fermés depuis 1990. La perte de capacité a été compensée par l'augmentation de la production dans les sièges restants. Les heures supplémentaires sont un réel fléau pour les travailleurs américains de GM.

Aujourd'hui ils prestent plus d'heures par an que leurs collègues japonais. En 94 au Japon on travaillait en moyenne 2.005 heures par an, contre 2.426 heures aux Etats-Unis et 1.528 en Allemagne. Ainsi un travailleur est exploité jusqu'au bout, l'autre est jeté dans la rue, tandis que les patrons engrangent des bénéfices inégalés. C'est cela le capitalisme.

Refuser le travail de samedi = refuser la fermeture

Les deux samedis extra que la direction d'Opel-Anvers a essayé d'imposer doivent être vu dans ce cadre. «Ça commence avec deux samedis et ça aboutit sur le travail de dimanche», disent les ouvriers d'Opel. Partout les patrons de l'automobile essaient d'étendre la production et le temps de production. Puisque les ventes de

voitures au niveau mondial n'augmentent pratiquement pas, cela ne peut que mener à des licenciement et des fermetures dans le secteur. Les sacrifices que les patrons exigent des travailleurs pour maintenir ou améliorer la position concurrentielle sont des sacrifices absurdes. Ils accroissent la crise et frappent des milliers de victimes.

Syndicats, rejetez la logique de la concurrence

«Il y a une différence radicale entre la lutte de concurrence capitaliste et le souci des besoins et des intérêts de la classe ouvrière. Celui qui s'enferme dans la logique de la lutte concurrentielle est entraîné dans la défense du taux de profit, de la productivité, du coût de production le plus bas et donc dans l'augmentation ou au moins la tolérance de l'exploitation. Les syndicalistes combattifs laissent les chiffres de la concurrence à leur place : dans les quartiers généraux du patronat

Ils étudient par contre les chiffres de l'inégalité et l'injustice sociale. Les syndicats prennent leur responsabilité en partant de la réalité des salaires, des conditions de travail, de l'exploitation économique croissante et non pas de la soif de profit patronale.»
("Le Temps travaille pour nous. Syndicaliste dans les années 90", EPO, 500 F, en vente à La Librairie Internationale, Bd. M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles ou à "De Groene Waterman", Wolstraat 7, 3000 Anvers)

VW veut les feux continus

Le chef de VW Piëch veut que les ouvriers allemands de l'automobile travaillent plus longtemps. «Si nous continuons à notre aise avec le système de deux équipes, avec repos le samedi et le dimanche, l'industrie automobile allemande sera bientôt condamnée», dit Piëch dans l'édition de mars du Manager

Magazin. La capacité de production de VW ne se situe pas, comme on l'affirme toujours à l'intérieur de l'entreprise, autour de 3,6 millions d'unités par an, mais près des 5 millions. Piëch dans ce calcul part d'une semaine de six jours et d'un rythme de production "around the clock". (Het Volk, 15.2.96)

Journée de Rencontre

A la Journée de Rencontre pour l'Emploi, le 28 février à Charleroi, des ouvriers et des délégués, entre autre de l'automobile,

apportent leur témoignage sur les conditions de travail. Voyez le programme de la journée en page 7 de ce journal.

Avant, je me moquais des tracts du PTB...

Un syndicaliste de la division "Car-final" nous dit : «Sans cesse, nous devons faire mieux que les autres entreprises, et toujours plus. Nous devons être les premiers en tout. Ainsi, le patron nous pousse à bout. Et si tu réclames, alors ils disent : "Mais tu es quand même bien ici ! Dans le tiers monde, ils n'ont pas le dixième de ce que vous gagnez, et ils tra-

vailent douze heures par jour et plus. Nous devons être compétitifs, sinon on ne pourra pas maintenir votre travail".

Et cela nous est dit par un directeur de cette multinationale qui, deux années d'affilée, a battu tous les records de bénéfice net ! L'an dernier, GM a réalisé un bénéfice mondial de 204 milliards. Et pour ces messieurs, ce n'est

pas encore assez. Nous en avons plus que marre de ce système infernal.

Dans le temps, je me moquais de vos tracts, et de vos discours sur la révolution violente et votre nouvelle société socialiste. Mais à présent, je suis de plus en plus convaincu que c'est bien la seule solution. Ca ne peut plus continuer. Les travailleurs se font briser.»

EDITORIAL

*Bénéfices : plus
13 %. Et vous ?*

Kris Merckx

Laurette Honte-linx et Luc Van den Bossche imposent agressivement des économies et des réformes néo-libérales à l'enseignement. Elio Di Rupo vend la très rentable Belgacom, dernier "joyau de la couronne", au privé. Et Michel Daerden force la SNCB à liquider 7.000 emplois et à voler 60 milliards aux cheminots. Tout cela serait nécessaire à la survie de nos "faibles" capitalistes européens, selon les excellences "socialistes".

Faibles ? Pauvres ? Le rapport annuel de la Banque National de Belgique (BNB) nous apprend que le revenu disponible des sociétés belges a augmenté en 1995 de 13 %. Et les bénéfices avaient déjà crû de 6,7 % l'année précédente. Avez-vous touché une augmentation de salaire de 20 % ces deux dernières années ? Non, bien au contraire ! Mais seuls des mécontents râlent à ce sujet, déclare Alphonse Verplaetse, gouverneur de la BNB. «C'est un chiffre qui rappelle les meilleures années», se réjouit-il devant les bénéfices des entreprises. Nous pouvons dorénavant mieux comprendre pourquoi les patrons ont ce gouvernement PS-PSC dans la peau. Les cadeaux qu'ils reçoivent, Verhofstadt et Louis Michel n'auraient jamais pu les leur offrir ! Les enseignants francophones ont rebaptisé Onkelinx en "Onke-rechts", lors de leur manif à Bruxelles. Très juste. La politique du PS-PSC est foncièrement de droite.

L'alternative budgétaire du PTB propose de prendre 500 milliards par an auprès des grosses fortunes, des bénéfices des entreprises et des banques. Des PS et des PSC dans le syndicat prétendent souvent que c'est de la théorie, irréaliste. Les chiffres de la Banque Nationale prouvent le contraire : l'accumulation spectaculaire des richesses par un petit groupe continue. Notre alternative devient donc chaque jour plus réaliste et plus juste : ces riches, et eux seuls, peuvent fournir l'argent nécessaire. Que font d'ailleurs ces "réalistes" du PS et du PSC ? Ils saignent les travailleurs plutôt que les riches et sèment la division. On entend même des "socialistes" déclarer à la CGSP : «Si nous faisons grève avec les profs, ils risquent de réclamer pour eux les 30 milliards de Belgacom que la SNCB a empochés.» ! Le PTB par contre, prépare une grève générale puissante à l'exemple de la France : enseignants, cheminots, public et privé ensemble, pour le refinancement de l'enseignement, des services publics et de la Sécu. Et pour faire payer l'emploi par les riches. Le rapport de la BNB nous apprend aussi : malgré la splendide position concurrentielle des entreprises, il n'y a pas eu création d'emplois, bien au contraire. On ne pourra renverser la vapeur sur ce plan que par une approche anticapitaliste. Si vous voulez en savoir plus, venez à la Rencontre pour l'emploi, ce samedi à Charleroi.

Deux itinéraires pour une seule lutte

La manif du 28 peut unifier profs francophones et flamands

Dans l'enseignement francophone, une dynamique à la base se développe. Elle peut balayer l'ensemble de la réforme de l'enseignement. En même temps, l'inquiétude grandit en Flandre devant les réformes du ministre Van den Bossche.

Anne Cole

Au-delà de la menace de pertes d'emploi dans les deux parties du pays, une question centrale se pose : que deviendra l'enseignement si on laisse prendre des telles mesures ?

Le 28 février peut devenir le point de départ d'une lutte commune des écoles flamandes et francophones. Pour le refinancement fédéral de l'enseignement, aux frais des deux pour-cent de familles les plus riches.

Non à la division Flamands-Wallons

Lundi 12 février. Malgré à une forte opposition, le bureau de la centrale chrétienne des enseignants CSC, le COC, décide de ne pas participer (aux côtés des enseignants francophones), à la manifestation du 28 février à Bruxelles. «Le bureau journalier de la COC souhaite que la manifestation flamande ne soit pas associée à l'exigence francophone du refinancement, alors que l'arrêt des nominations dans l'enseignement se-

condaire reste à l'ordre du jour. Nous estimons aussi que la protestation francophone commence à devenir violente», déclare le secrétaire national de la COC, Gust Van Dongen. (1) Une douche froide pour les milliers d'enseignants qui s'apprêtaient à partir en grève et à manifester avec leurs collègues francophones. La réaction de membres de la COC n'a pas tardé. Les protestations pleuvent au quartier général. Braquer toute l'attention sur l'arrêt des nominations constitue un piège dans lequel les profs ne veulent pas tomber. Les dangers sont bien plus vastes. Vanswevelt de la CGSP réagit : «Nous estimons aussi qu'on a besoin de plus d'argent dans l'enseignement flamand, ce sera vite évident.» Les enseignants flamands partiront du Square Marie-Louise. Leurs collègues francophones défilent une heure plus tard de la colonne du Congrès en direction du cabinet d'Onkelinx. Les deux manifestations se rejoindront rue des Deux Eglises (sièges du CVP et du PSC), avec une heure de décalage. Elles se rendront toutes deux à la rue



Guimard (siège de l'Enseignement catholique) et au boulevard de l'Empereur (sièges du SP et du PS). «Mais si les Flamands ralentissent le pas et que les francophones l'accélèrent, alors les deux manifestations fusionneront,» remarque un affilié de la COC.

Non à la communautarisation, ensemble pour le refinancement

La division en communauté était une manoeuvre pour imposer des restrictions, notamment dans l'enseignement. Les enseignants du Nord

comme du Sud ont été divisés pour liquider la lutte commune. Ils ont pourtant des bonnes raisons pour agir ensemble. Dans les deux communautés, les mêmes mesures frappent, seul le calendrier diffère. Plutôt que des économies, l'enseignement a besoin de plus d'argent, d'un refinancement. Ce mot d'ordre peut unir tous les réseaux, tous les niveaux et les trois communautés. Il peut unir élèves, enseignants et parents. Nous appelons les parents et les syndicalistes de tous les secteurs à envoyer des délégations à la manifestation des enseignants.

1. De Standaard, 13 février 96.

Onkelinx et Van den Bossche : briseurs de grèves !

Les ministres socialistes intimident les directions d'école

Olivier Henry

La ministre-présidente n'apprécie manifestement pas le soutien et la prise de conscience des élèves. C'est ainsi qu'elle a écrit aux directions d'écoles en les menaçant de retirer les subventions si les élèves étaient absents ! En novembre dernier, l'arrondissement de Huy-Waremme était à l'avant garde de la lutte contre le premier train de mesures (fusions...). Les écoles de cette région ont reçu un courrier officiel stipulant que «les vérificateurs ont constaté une absence massive des élèves» à cette période et que «les justifications admissibles ne sont pas disponibles à la date du 14 février» (1). Les écoles en question sont menacées explicitement de suspension des subventions pour les périodes concernées. La publicité don-

née à la menace montre clairement qu'il s'agit d'une manoeuvre d'intimidation visant les établissements actuellement en grève. Les directions de toutes les écoles ont d'ailleurs reçu, elles aussi, un courrier "d'avertissement".

Droit de grève pour les élèves aussi

Selon Onkelinx, «la justification de l'absence des enfants par des perturbations ou par la grève est irrecevable» (1). Il s'agit d'une négation complète du droit de grève des élèves. L'argument juridique de l'obligation scolaire ne peut cacher une volonté évidente de briser le mouvement. Même si le droit de grève des élèves ne figure pas dans la loi, leur droit

"moral" de s'opposer à des mesures qui les touchent directement saute aux yeux de tous les démocrates. Il faut rappeler qu'au 19ème siècle, le droit de grève n'était pas non plus accordé aux travailleurs. C'est par la grève qu'ils l'ont obtenu ! Les élèves et leurs parents doivent donc résister de toutes leurs forces aux intimidations et continuer à lutter aux côtés des professeurs. La réaction agressive d'Onkelinx prouve qu'ils ont choisi la bonne voie. Et en Flandre ? Comment réagit Van den Bossche (SP) ? Officiellement, il n'est pas encore question de grèves, mais le ministre flamand prend les devants et rappelle «que les non-grévistes et les élèves doivent pouvoir accéder aux écoles. Les parents doivent être avertis de la manière de

réaliser cette obligation» (2). Il rappelle également que la grève entraîne des pertes salariales. Même pour un arrêt de travail d'une heure, les grévistes perdraient environ un 3000ème de leur salaire brut annuel. La volonté d'empêcher la grève, notamment des élèves, est donc évidente là aussi. Au nord comme au sud, on constate que des ministres "socialistes" usent de tout leur poids pour s'attaquer au droit de grève. Leur soumission au système capitaliste les pousse à défendre des positions qu'aucun libéral ne renierait. La faillite du réformisme chère à la social-démocratie apparaît ainsi de plus en plus clairement.

1. La Libre Belgique, 15 février 1996. 2. De Standaard, 8 février 1996.

Simonet : vie "modèle"

Henri Simonet (64 ans), ancien dirigeant du Parti Socialiste (belge) est mort. Il fut bourgmestre d'Anderlecht, député, ministre des Affaires économiques (1972-1973), vice-président de la Commission européenne (1973-1977) et ministre des Affaires étrangères (1977-1980). Son parcours n'a pourtant rien de rouge. En 1968, comme président du Conseil d'administration de l'ULB, Simonet autorisait la gendarmerie à réprimer les étudiants en révolte. Il a dirigé longtemps l'entreprise MBLE-Philips et décida d'intervenir au Shaba (Zaire), en 1978, pour soutenir son ami Mobutu. En 1979, il autorisa le déploiement de missiles américains. Dès 1983, Simonet devint "conseiller" de la Société Générale. Il passa au PRL en 1985.

La vie de Simonet prouve que le PS défend depuis longtemps et farouchement le capitalisme. Simonet n'a pas innové, citons Paul-Henri Spaak (patron de Bell), le collabo nazi Henri De Man et le dirigeant du POB Louis Bertrand. Ce dernier a pris dès 1895 la tête d'une filiale d'(Uni-)Lever. Certains pensent que la trahison des dirigeants du PS est récente. Non, elle a plus d'un siècle !

Moureaux derrière Laurette

Ceux qui gardent encore — comme les trotskistes — des illusions quant au PS se basent notamment sur l'un ou l'autre discours "de gauche" de Philippe Moureaux. Celui-ci vient de se montrer sous son vrai jour. Il soutient fermement le saccage de l'enseignement : «J'appuie Laurette Onkelinx. Je trouve qu'elle fait preuve d'un courage et d'une lucidité exceptionnelle. La tentation est forte chez les médiocres de lui faire des croche-pieds.» (La Wallonie, 15 février)



La colère blanche à nouveau dans les rues ? Contre les licenciements et la destruction du secteur, le front commun syndical exige les 32 heures semaines, sans perte de salaire avec embauches.

La colère blanche de retour

Le personnel des hôpitaux en lutte pour l'emploi

Les restructurations et les licenciements dans le secteur hospitalier menacent 8.000 à 12.000 emplois. Le front commun syndical annonce un plan d'action qui débutera par une manifestation nationale le 5 mars.

Sylvie Peeters

Le gouvernement a décidé de supprimer 5.000 lits d'hôpitaux. La durée d'hospitalisation des malades a aussi été fortement réduite. 8.000 à 12.000 emplois sont menacés. La concurrence sévit entre les hôpitaux qui tentent de conquérir le maximum de parts du marché. Les employeurs du secteur imposent restructuration après restructuration. Le personnel qui reste travaille sous une pression croissante à un rythme inhu-

main. Les infirmiers et infirmières deviennent des robots. Ils n'ont plus le temps de parler aux patients. Suite à la diminution de la durée d'hospitalisation, les malades sont congédiés dans un état inquiétant. Ce qui augmente encore la charge du travail du personnel dans les maisons de repos et dans le secteur des soins à domicile.

Le front commun syndical exige du gouvernement qu'il prenne des mesures concrètes en vue d'assurer l'emploi au niveau requis. Il veut obtenir une

réduction du temps de travail à 32 heures par semaine avec maintien du salaire et embauches compensatoires, et exige un renforcement supplémentaire de l'encadrement actuel.

Le mouvement de lutte qui s'annonce dans le secteur hospitalier est commun à celui des enseignants, des cheminots, des travailleurs de la Sabena et de tous les agents du service public. Les hôpitaux sont principalement financés par les pouvoirs publics et la Sécurité sociale. L'étranglement budgétaire conduit, aussi dans le secteur des soins de santé, à des catastrophes sociales, tant pour le personnel que pour les malades. Pour briser le carcan budgétaire, il faudra axer la lutte sur la revendication d'un refinancement national aux frais des riches et des entreprises.

Dix mille emplois en trop à Belgacom ?

Renationalisation, pas de filialisation

Jan Van Goitsenhoven

British Telecom (BT) considère qu'il faudra supprimer 10.000 des 26.000 emplois actuels à Belgacom. Cet expert a réduit son personnel de 42 % en sept ans. La Telefonica espagnole veut supprimer 7.000 emplois (10 %) avant l'an 2000. (1) Pendant des mois, le ministre socialiste Di Rupo a plaidé en faveur de la "consolidation stratégique" de Belgacom. En décembre dernier, au lendemain de la grande manifestation des services publics, le gouvernement a vendu la moitié de l'entreprise à la

multinationale Ameritech pour un montant de 73 milliards. Le personnel s'inquiète plus que jamais.

Un délégué syndical : «Je crains surtout la tactique de sous-traitance et de filialisation afin de licencier le personnel. Méthode favorite de British Telecom. Elle fait école en Europe. Belgacom veut surtout repousser les services de renseignements et les activités "non-core" (hors noyau), comme c'est déjà le cas dans les secteurs de la téléphonie portable (GSM) et des annuaires. Le plan Turbo, séparent les divisions qui "vendent" leurs

services à l'intérieur de l'entreprise et doivent être rentables. Leur démantèlement n'est plus contrôlable par les syndicats ainsi court-circuités ! L'intox du tandem Goossens-Di Rupo a permis de vendre notre entreprise au privé sans résistance.»

Dans le dernier numéro du journal d'entreprise "Construire Belgacom", le personnel est invité à se joindre au sprint contre vingt sept concurrents. «Lorsque les nouveaux managers prendront leur place, la bombe peut éclater. En tant que syndicat, nous n'avons pas à entrer dans le jeu des plans

d'accompagnement social. Le malaise du personnel s'explique par la crainte de perdre son emploi. Une crainte tout à fait justifiée,» nous explique encore le délégué.

Les syndicats doivent se mobiliser d'urgence pour lutter contre le démantèlement de l'emploi et des conditions de travail. Organiser des assemblées de militants et du personnel. Seule la renationalisation de Belgacom peut garantir les acquis du personnel et satisfaire les besoins de tous les usagers.

(1) Financieel Economische Tijd, 10.2.96.

EN BREF

Chute de l'épargne des ménages

Les ménages belges, grands épargnants ? Thème de la propagande gouvernementale. La fable de l'épargne "enfouie" lui sert à mieux faire passer ses mesures d'austérité. En réalité, les belges épargnent moins depuis trois ans. C'est ce que relève le commissaire au Plan, Henri Bogaert. Les ménages épargnaient encore 21 % de leurs revenus en 1993. En 1996, plus que 18,2 %, selon les estimations. Une chute de 0,8 % par an. (De Morgen, 17 février)

Philips : 45 milliards de bénéfices

Pourtant de l'argent il y en a. Chez Philips par exemple. La multinationale néerlandaise enregistre un bénéfice net consolidé (pour l'ensemble du groupe) de 45 milliards de FB en 1995. (L'Echo, 16 février), contre 37,8 milliards de FB en 1994. Depuis 1990, le groupe a liquidé plus de 60.000 emplois.

Le crime organisé paie encore à 98 %

«En moyenne, sur 100 francs de profits criminels réalisés en Belgique, 98,4 francs échappent à nos limiers...» C'est le constat de l'Office Central de la Lutte contre la Délinquance Economique et Financière Organisée (OCDEFO). En matière de blanchiment d'argent, nous ne saisissons que 0,9 % du produit criminel. Ce ratio tombe à 0,3 % pour les fraudes douanières. L'OCDEFO manque de ressources matérielles, mais surtout d'effectifs. Cinquante huit personnes seraient nécessaires, contre dix huit actuellement. Le "crime organisé" n'a d'ailleurs pas d'existence pénale en Belgique. L'office propose d'en faire une circonstance aggravante. (Le Soir, 14 février)

Joseph Hick : 3.515 jours de lutte

Joseph Hick, enseignant en lutte depuis 3.515 jours contre son licenciement abusif, passe enfin devant la Cour du Travail de Liège. Son avocat a demandé à la Cour de surseoir à tout jugement en attendant que la chambre de recours compétente soit créée — conformément à la loi — et rende un avis sur les "fautes pédagogiques" reprochées au professeur de math, à l'origine de son licenciement. Pour Joseph Hick, les indemnités pour licenciement abusif passent au second plan. Prochaine audience le 27 mars. (Le Soir, 16 février)

Fascistes belges dans la Baranja

Jan Dupont confie les "bonnes" blagues du bataillon belge en ex-Yougoslavie à l'hebdomadaire Humo. «On roulait devant un groupe de gens qui mendiaient et on agitait un paquet de café. Les gens couraient derrière nous. On avançait, on arrêtait. On les laissait s'approcher, puis on redémarrait. Après quelques arrêts, on leur jetait le paquet. On les faisait ainsi mousser et pendant qu'ils se bagarraient, on se marrait. Une autre fois, un copain avait pris un sachet de bonbons vide. Il avait chié dedans, avait bien refermé le sachet et le leur avait lancé. On s'est bien marré quand ils se sont jetés sur le sachet. Beaucoup de casques bleus belges considèrent la population locale comme imbécile. Le soir on sort du camp et on fait des razzias. On est rentré dans un presbytère. Ce n'était pas sans danger, il y a partout des mines. J'ai pris des peintures, mais à la lumière du jour, j'ai vu qu'elle ne valaient rien et je les ai jetées.» Jan Dupont conclut : «On reçoit de la drogue de Belgique : cocaïne, herbe et shit. Le courrier des casques bleus n'est jamais contrôlé.» (Humo, 6 février)

Professeurs et étudiants ont été une semaine dans la rue

Tous les ingrédients réunis pour faire reculer la "Dame de Fer"

« Cette fois, ça va durer ! », s'écrient les étudiants et les enseignants. Ils sont nombreux à avoir prolongé les actions de grève décrétées la semaine dernière dans l'enseignement secondaire francophone.

Alice, Lieve et Bruno

Dans la province de Liège, toutes les écoles secondaires sont à l'arrêt depuis le mardi 13 février. Dans le réseau officiel, la grève s'étend à tous les niveaux, de la maternelle au supérieur. Mercredi dernier, une manifestation a réuni à Liège 5.000 enseignants et étudiants, en front commun. En tête, une fanfare et un grand calicot "Vade retro Lauretas". Le groupe le plus dynamique était sans conteste celui de la DIES (étudiants du secondaire) qui distribuait généreusement les textes de ses chansons. Le GEDES (étudiants du supérieur) s'est associé au mouvement.

Toutes les manifestations passent par la fameuse trémie

Au passage dans la trémie Charlemagne, une minute de silence a été observée, à la mémoire de la sinistre charge du 28 novembre. Le cortège a ensuite quitté le trajet officiel et commis un nouveau "délit d'itinéraire". Cette invention du bourgmestre PS Dehousse se retourne maintenant contre lui. Le parcours s'est terminé à la gare des Guillemins où les voies de chemin de fer ont été occupées pendant une demi-heure, en solidarité avec les cheminots.

Jeudi soir, 300 profs et étudiants étaient rassemblés devant le siège liégeois du PS. Onkelinx venait y expliquer son dernier décret à

l'association des enseignants socialistes. Elle a reçu l'accueil qu'elle méritait : oeufs, tomates, sacs poubelles... La chorale de l'enseignement communal de Herstal a assuré l'ambiance avec le groupe de la DIES : « Le PS défend l'école des riches » (sur l'air de Yellow Submarine). Lundi, à l'assemblée générale de la CGSP, des affiliés ont proposé une motion invitant les enseignants à quitter le Parti socialiste. Jeudi, les profs appelaient à la démission de Laurette Onkelinx.

A Charleroi, le Collège des Jésuites a déclenché la grève le mardi. Le jour même, les écoles avoisinantes (St-André, Notre-Dame) et celles de la périphérie (St-Michel Gosseles, St-Anne, GPH) les rejoignaient. « Cette fois, ça va durer ! », disent les étudiants. D'autres écoles suivent le lendemain. Les quatre écoles de Châtelet et Fleurus, des deux réseaux, entament une grève illimitée. Le jeudi, jour officiel des arrêts de travail dans la région, des professeurs du libre participent à des assemblées du réseau officiel. Cette démarche suscite l'enthousiasme : « Grâce à leur détermination, toute l'école s'est mise en branle. » Le front des grévistes s'élargit de jour en jour. Toutes les actions sont menées en front commun. Les jeunes s'unissent et créent des comités par école, puis se regroupent dans une "Coordination inter-écoles". Cette nouvelle dynamique renforce considérablement le mouvement.

Ils étaient 15.000 dans les rues de Bruxelles : enseignants, étudiants et parents. Les étudiants étaient même plus nombreux que les enseignants. De quoi démolir



Laurette Onkelinx a déclaré qu'elle en avait marre des "Il n'y a qu'à..." Les profs n'ont pas oublié. A Liège, ils ont terminé la manifestation à la gare des Guillemins, en solidarité avec les cheminots. Là aussi, il n'y a qu'à refinancer !

l'argument d'Onkelinx, qui prétend que les élèves « sont mis sous pression par les enseignants pour descendre dans la rue ». « Chez nous, c'est grâce aux élèves que nous sommes ici, explique un prof de l'athénée Emile Jacquain de Bruxelles. Ils nous ont vraiment encouragés. »

L'école sur les marches de la Basilique

Au Sacré Coeur à Anderlecht, les étudiants ont occupé l'école avec le directeur et les enseignants. Le vendredi matin, les élèves de Koekelberg ont, en guise de protestation, organisé les cours sur les marches de la Basilique. La créativité est fantastique. Tout

comme la recherche de compagnons de lutte. « Nous voulons nous adresser aux universités, leur expliquer pourquoi nous sommes en grève. Les étudiants des universités devraient être aussi présents à la manifestation du 28 février. »

Les parents ont rejoint les professeurs et les étudiants

Les parents sont aussi de plus en plus déterminés à se battre aux côtés des profs. Partout, des grandes assemblées de parents enthousiastes se prononcent pour un soutien ferme à la lutte, avec les élèves et les profs. Des caisses de soutien voient même le jour dans la région de Charleroi. « Dans notre

école, nous avons envoyé une lettre aux parents, afin qu'ils soient aussi solidaires », racontent des étudiants de Bruxelles. Les parents sont aussi les bienvenus à la manifestation du 28 février. Dans plusieurs écoles, ils ont écrit une lettre de protestation à Onkelinx pour lui exprimer leur inquiétude. De nombreux enseignants regrettent que les flamands et les francophones doivent manifester séparément le 28 février. « C'est le moment de mettre de côté nos différences. Nous devons lutter ensemble. Notre combat est quand même identique : nous voulons de l'argent pour nos écoles et un enseignement de qualité. »

La semaine de congé va servir à préparer l'étape suivante. La dame de fer est avertie : elle sait à quoi s'attendre si elle ne cède pas !

Un millier d'enseignants ont manifesté à Gand

« Si Vanden Bossche veut nous mettre dans l'impasse, il y aura de la casse »

Peter Mertens

Un millier d'enseignants ont manifesté à Gand mercredi dernier contre l'arrêt des nominations décrété par le ministre flamand de l'Enseignement, Luc Van den Bossche (SP). Ils étaient venus de Saint-Nicolas, Alost, Renaix et Gand et marchaient en front commun.

Au lieu de rassemblement, le ton était donné par un calicot : « Si Luc Van den Bossche veut nous mettre dans l'impasse, il y aura de la casse ». La colère ne concernait pas seulement l'arrêt des nominations d'enseignants. Les manifestants dénonçaient également les fusions, l'autonomie des écoles et le

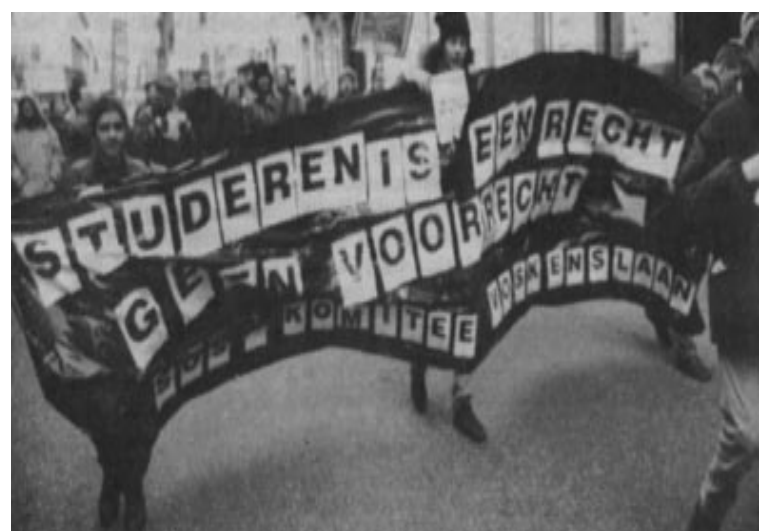
financement par enveloppes. Les enseignantes de la Visitation à Gand brandissaient de grandes enveloppes de deuil.

Tous d'accord : il faut mobiliser en masse pour le 28 !

Dans les écoles supérieures, les fusions et l'autonomie sont déjà en vigueur et les résultats négatifs se font sentir. Un enseignant du supérieur est venu exposer les conséquences concrètes de ces mesures devant une assemblée d'enseignants CGSP du secondaire de Gand. Des enseignants ont proposé d'organiser à nouveau des

piquets de grève. Tous étaient d'accord sur ce point : il faut mobiliser massivement pour la manifestation du 28 février à Bruxelles.

L'enseignement n'est pas le seul secteur à subir les mesures de démantèlement. L'ensemble des services publics est menacé. La manifestation de Gand l'a bien montré : un groupe important de travailleurs de la commune de Gand, des ouvriers de Belgacom et des cheminots étaient venus renforcer les rangs des enseignants. A la manifestation de Bruxelles, les travailleurs des services publics et du privé ont tout intérêt à s'unir à ceux de l'enseignement !



"Etudier est un droit, non un privilège" : les mêmes révoltes dans tout le pays.

Un pacte social pour la lutte

“Rencontre pour l'emploi” à Charleroi, le 24 février

Aleurope en faillite. Les Forges de Clabecq menacées. La Sonaca coupée en deux. La SNCB, Belgacom, l'enseignement et le secteur hospitalier : chaque fois près de 10.000 emplois en trop. P&V liquide un poste sur six. Où cela va-t-il s'arrêter ? Le 24 février, l'Institut d'études marxistes (INEM) donnera la parole aux délégués et aux travailleurs.

Thomas Gounet

La journée de rencontre pour l'emploi commence par une visite guidée dans le désert industriel de la région de Charleroi, où 31 % de la population active est au chômage.

Sabine est une jeune employée de Gand, dont le mari travaille à Sidmar. L'année dernière, elle a participé à une telle visite à l'occasion de la journée de fraternisation entre Gand et Charleroi, organisée par le PTB. «Je suis employée, explique-t-elle. Mon ami est ouvrier à Sidmar. L'année passée, j'ai participé au jumelage entre Gand-Zelzate et Charleroi organisé par le PTB. Nous avons ainsi visité Charleroi. C'était formidable.

Je ne connaissais pas Charleroi, seulement par ouï-dire. Ce qui m'a surpris, c'est que l'industrie côtoie les zones d'habitation. On peut mieux voir la misère que chez nous (à Gand). Les petites maisons ouvrières sont proches des mines fermées. Une épouvantable atmosphère de grisaille envahit tout.

J'ai trouvé l'itinéraire à travers la

ville très intéressant. Le guide a présenté la situation de l'emploi dans l'industrie. Il a décrit les conséquences supportées les habitants. Ce qui m'a impressionnée, c'est la visite de la mine de Marcinelle où des dizaines de travailleurs italiens ont trouvé la mort lors de la catastrophe de 1956. C'est resté gravé dans ma mémoire.

La glace entre nous et les gens de Charleroi a été rapidement brisée. Au moment du repas, à midi, nous avons échangé nos expériences sur les luttes.

Il me semble que cela se passe différemment à Charleroi qu'en Flandre. Il y a davantage de solidarité. Avec la crise, avec les luttes que ces travailleurs ont menées contre les fermetures et le démantèlement des acquis sociaux, ils sont plus soudés. Et ce que je trouve important : ils n'attendent pas le signal du syndicat, ils prennent eux-mêmes l'initiative.

Un des orateurs de la journée a relevé que l'espérance de vie dans la région de Charleroi est plus courte que dans la nôtre. Je le savais, mais l'entendre m'a fait un choc. Tu ne peux réaliser ce que



Roberto D'Orazio (FGTB) s'adresse aux dix mille manifestants venus pour sauver tous les emplois des Forges de Clabecq. Il sera à la “rencontre pour l'emploi”.

cela veut dire que lorsque tu vois les maisons misérables et lorsque tu entends le nombre d'emplois qui ont disparu. Il y a encore quelque chose qui m'a

frappée : à Charleroi, il y a une bonne entente entre les travailleurs wallons et immigrés. Ils sont très ouverts des deux côtés. Ils forment un groupe soudé. Je pense

que cela vient du fait qu'ensemble, ils en voient de toutes les couleurs, qu'ils mènent la lutte ensemble pour un même objectif : le maintien de leur emploi.»

«Pour unir la lutte, il faut un programme alternatif»

Roberto D'Orazio, délégué FGTB aux Forges de Clabecq

Walter Bauwens

L'un des cinquante orateurs à la Journée de rencontre pour l'emploi sera Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq.

Cette entreprise métallurgique est menacée de fermeture. Les 2.143 travailleurs se préparent à la lutte pour leur emploi.

Roberto D'Orazio. «Nous constatons que, dès qu'on donne aux gens l'espace et l'occasion de défendre leur emploi, ils sont prêts à engager la lutte. La manifestation du 3 février pour le maintien de l'emploi aux Forges de Clabecq, qui a réuni 10.000 personnes à Tubize (travailleurs de Clabecq, habitants de Tubize et travailleurs de nombreux secteurs), en est la preuve.

Mais le patronat et les partis politiques s'acharnent à diviser les travailleurs. Ils leur font croire que les pertes d'emploi et le chômage sont un mal inévitable et qu'ils doivent accepter les remèdes proposés. Comme aux Forges de Clabecq en 1992, lorsque la direction a voulu nous faire croire que l'usine ne pouvait être sauvée que si nous acceptions une restriction salariale et une réduction

de l'emploi. Notre grève a permis de briser cette logique et de faire reculer le patron.

Dans les autres secteurs (cheminots, Sabena, enseignement, services publics...), les travailleurs sont confrontés à la même politique et partout, les travailleurs luttent pour leur emploi et leur salaire. Les directions syndicales pensent pouvoir résoudre le problème de l'emploi et du

chômage en entrant dans les schémas que patronat et gouvernement leur imposent secteur par secteur : pertes salariales, flexibilité, réduction du personnel.

Il ne sera pas facile d'unifier les luttes pour l'emploi. Beaucoup dépendra des délégués syndicaux. Si ceux-ci parviennent à présenter une alternative différente, l'unité des luttes deviendra possible.»

Programme de la journée “Rencontre pour l'emploi”

- Samedi 24 février, 9h30. Accueil à l'école de la Garenne, rue de Lodelinsart 200, 6042 Lodelinsart (Charleroi)
- 10 à 13h. Visite guidée en bus de la région de Charleroi ou visite du musée de l'industrie ou du musée du verre.
- 13h. Repas. Possibilité d'obtenir des sandwiches sur place.
- 14h - 16h. Discussion en cinq groupes.
- Groupe 1 : “Se crever au boulot avec un million de chômeurs, nous en avons marre !”

- Groupe 2 : “Les délocalisations, oui, on peut les combattre !”
- Groupe 3 : “Chassons le travail précaire et l'article 80”
- Groupe 4 : “Que faire contre les restructurations ?”
- Groupe 5 : “Les privatisations tuent l'emploi”.
- 16h30 à 17h30. Témoignages. René Stroobant, secrétaire régional de la CMB du pays de Waes, a mené deux luttes pour empêcher la fermeture des chantiers navals à Boel Tamise. Gust Haverbeke, secrétaire provincial CGSP Lim-

bourg, a pris position contre les privatisations. Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq, se bat contre toute perte d'emploi et pour le maintien de l'outil aux Forges, menacées de fermeture. Maaïke Seghers, déléguée CSC de la Sabena, a été licenciée suite aux grèves nationales contre le Plan global en 1993. Kris Hertogen, responsable de la section syndicale, présentera l'analyse du PTB.

Comment vous rendre à Lodelin-

sart ?

Quittez l'autoroute Bruxelles-Charleroi à la sortie 26 (Lodelinsart, Gilly, Châtelet). En bas de cette sortie, prenez la rue en face, à droite : c'est la rue de Lodelinsart. 500m plus loin, vous y êtes.

Vous n'habitez pas le Hainaut ?

Vous n'avez pas de voiture et vous souhaitez partir avec d'autres personnes de votre région ? Voici quelques rendez-vous...

Liège

Des voitures partent de la région

liégeoise à 8 h 30, soit de l'avenue Ferrer 26 à Herstal (maison médicale de Médecine pour le Peuple), soit de la place Kuborn à Seraing.

Renseignements et réservations : 041/43.97.00, 041/37.70.41 ou 041/64.73.33.

Bruxelles

Bus à 8 h 30 devant le Centre international, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Acompte : 100 frs, réservations auprès d'INEM (02 / 513 76 73).

La CSC-cheminots rejette l'accord de la honte

Grèves surprises en Flandre orientale et occidentale

«La concertation sociale à la SNCB a été terriblement efficace», a déclaré le ministre des Transports, Daerden. Efficace pour le personnel ? Non, cet accord liquide au moins 7.000 emplois et prévoit des réductions de salaire. Flexibilité et mobilité augmentent. Introduisant les "business-units", la SNCB s'engage sur la voie sans issue de la privatisation...

Kris Hertogen

Lorsque les cheminots se sont mis en grève spontanée les 17 et 18 novembre derniers, ils étaient en position de force. Le gouvernement était traumatisé par les actions des travailleurs français. Pour conjurer ce danger, son excellence socialiste Daerden a convaincu les dirigeants syndicaux de s'asseoir à la table de négociations et de briser le mouvement de grève. La concertation du 1er février a accouché d'un protocole d'accord social, qu'on pouvait difficilement qualifier d'amélioration. Pourtant Damilot et Van den Rijse, les deux dirigeants de la CGSP-Cheminots s'en firent les défenseurs. «C'était cela ou la proposition initiale de Schoupe», a déclaré Van den Rijse. Comme si seulement les résultats de la concertation déterminaient le "réalisable". Pourtant, pour le gouvernement, la bataille n'était pas encore

gagnée. Dès le 2 février, il y avait de l'eau dans le gaz. Le Conseil national du SCCC, la centrale CSC qui regroupe les cheminots, a refusé de suivre les négociateurs. De nombreux délégués de base siègent au Conseil national : 55 % voulaient qu'on négocie des corrections, 45 % réclamaient une action immédiate. Le 15 février, le Conseil a rejeté massivement la version définitive du protocole. Pourquoi ? «Nous sommes contre cette réduction de salaire, déclare Michel Bovy, président du SCCC. Nous savons très bien que 1,65 % sur la rémunération globale revient à 2 % sur le salaire... Il y aura une très grande flexibilité pour le reste du personnel. C'est une semaine de 36 heures pour laquelle les travailleurs paient eux-mêmes.» Le Conseil national du SCCC a décidé de passer à l'action. «Ce n'est pas l'affaire du syndicat chrétien à lui seul, estime Michel Bovy. Si les gens sur le terrain connaissent la véritable portée de



Le conseil national du syndicat chrétien des transports, le SCCC, où siègent de nombreux délégués de base, a rejeté massivement la version définitive du protocole d'accord. 45 % se sont prononcés pour des actions immédiates.

ce qui est proposé, nous ne devons pas lancer beaucoup d'appels pour en entraîner d'autres à l'action.»

Vendredi dernier, des actions ont eu lieu à Ostende (toutes catégories), Bruges (machinistes et contrôleurs), Courtrai, Gand (atelier central) et Merelbeke (signalisa-

tion). Partout, des militants et des délégués de la CGSP ont participé aux actions. Elles se sont poursuivies ce lundi. Faire grève pour quoi ? Pour une réduction volontaire de la durée du temps de travail avec réduction de salaire, comme le propose la direction du SCCC ? Non, car dans ce cas, ce sont aussi

les travailleurs qui paieront et il sera difficile de convaincre la base de la CGSP de se joindre à l'action. Tout le plan doit disparaître, tous les emplois doivent être maintenus, il faut la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et un refinancement de la SNCB sur le dos des riches.

«Cet accord est contraire à notre idéologie»

Les cheminots de la CGSP en congrès

Guy Durail

Par 75 % de voix pour, 18 % contre et 7 % d'abstentions, le congrès de la CGSP-Cheminots a approuvé le protocole d'accord. Comment la direction nationale de la CGSP a-t-elle pu obtenir cette majorité ?

«Nous avons tenu des assemblées générales de membres», a déclaré le Secrétaire Général de la CGSP-Cheminots, John Vanden Rijse. Cet accord emporte-t-il l'approbation de la majorité des membres ? «Pas du tout, nous dit un délégué. Dans de nombreux endroits, on n'a pas organisé d'assemblées. Là où elles ont eu lieu, les affiliés n'ont pas été efficacement convoqués. Beaucoup n'étaient pas informés de la tenue d'une assemblée, d'autres devaient travailler. A Gand et à Charleroi, des pétitions ont circulé pour exiger une vraie consultation démocratique, mais la direction n'en a pas tenu compte. Partout, les secrétaires et permanents nationaux présentaient favorablement l'accord. Ceux qui osaient s'exprimer contre le protocole ont partout été attaqués. On les accusait d'être la "cinquième colonne de la CSC",

tactique éprouvée pour détourner l'attention du fond du débat. La participation aux réunions était tellement faible que chaque vote avait une importance. Ainsi le vote des permanents et des secrétaires nationaux a pesé lourd dans la balance à certains endroits.»

Une majorité qui en cache une autre

A l'assemblée générale, sur l'ensemble des cheminots CGSP du district d'Anvers, seulement 46 personnes étaient présentes : 24 ont voté pour l'accord, 14 contre, 4 se sont abstenus. Mais quelle est la situation réelle sur le terrain ? Lors d'un débat, le président anversoï du SCCC a soulevé un coin du voile. Aux assemblées générales où environ 80 % du personnel était présent, un référendum a été organisé. Sur les 189 personnes qui ont voté (dont 45 % de membres de la CGSP), 85 % se sont exprimées contre le projet d'accord. A la question «Voulez-vous entrer en action pour une amélioration de l'accord ?», 70 % ont voté pour. Tel est le véritable vote à la base,

qui ne s'est exprimé que minoritairement au congrès. Deux régions ont rejeté le protocole. Ailleurs, une majorité plus ou moins grande a voté contre. Et parmi ceux qui ont approuvé l'accord, tous ne l'ont pas fait avec enthousiasme. : «C'est une grande responsabilité

de voter pour un protocole qui est en porte à faux avec la doctrine de la CGSP et de la FGTB !, a déclaré le permanent de Namur, Michel Grovonijs. La perte salariale est un précédent dangereux.» Il a aussi fait connaître l'avis de ceux qui ont voté contre : «Les purs et

durs affirment que les cheminots ont assez payé et que c'est maintenant au tour des vrais responsables des problèmes de la SNCB.» Il ajoute : «Les négociations d'un volet social ont toujours servi à briser la combativité des travailleurs.»

Solidarité dans la misère

«Un accord qui fera école», déclare le ministre des Transports, Daerden. Incapable d'entreprendre quoi que ce soit contre le grand capital, la social-démocratie prêche la "solidarité dans la misère". Voilà en quoi ce protocole sert de modèle. Les cheminots devront en effet payer de leur poche leur semaine de 36 heures. Même si la direction et... les négociateurs de la CGSP tentent de le cacher. «En avril, on paie le pécule de vacances et en mai il y a un index. Aucun cheminot ne touchera un franc en moins de salaire net», déclare, sans gêne, John van den Rijse de la

CGSP. Est-ce la vérité ? Une réduction de 1,65 % sur le salaire brut correspond à une perte nette de 900 francs par mois ou de 12.000 francs par an. Alors que la réduction de salaire ne prend cours qu'à partir d'avril 1996, la semaine de 37 heures ne viendra qu'en janvier 1997 et la semaine de 36 heures qu'en janvier 1999, si l'accroissement de productivité est suffisant. Extrait du protocole d'accord : «Cette réduction du temps de travail suppose l'amélioration de la productivité, l'objectif étant d'atteindre un accroissement minimum de la productivité de 7,5 % pour la période 1996, 1997 et 1998.» Un tel accroisse-

ment de la productivité n'est possible que moyennant une augmentation dramatique de la flexibilité et de la mobilité. Minimum 7,5 % d'augmentation de la productivité correspond, à service équivalent, à une perte d'au moins 3.000 emplois. C'est plus que deux fois les 1400 "engagements" que fournirait la semaine de 36 heures. Et encore, il ne resterait en 2005 que 35.000 des 42.000 emplois actuels. C'est clair et net dans le protocole : «La SNCB garantit 35.000 emplois, compte tenu de 1.400 recrutements liés à la redistribution du travail».

Déjà 9 mois de résistance contre le plan Sabena

Fait unique : trois médiateurs sociaux contre les travailleurs

Après les grèves réussies de début février, de nouvelles négociations ont été lancées à la Sabena. La ministre Miet Smet a désigné trois médiateurs sociaux. Un fait unique dans l'histoire sociale belge.

Lucien Materne

Les discussions concernent toujours les revendications des syndicats et de l'association des pilotes qui exigent le respect strict et l'application de toutes les conventions de travail (CCT). La direction à présent se dit prête à satisfaire à ces exigences, mais les syndicats veulent des actes, comme la révision des contrats irréguliers de quatre pilotes, pas de sanctions pour faits de grève et rétablissement de 18 CCT pour une durée indéterminée.

Le Plan Business, lancé par la direction en mai 1995, annonçait une profonde restructuration. Rien n'a été réalisé suite aux grèves menées en front commun. Contrairement à ce que vise le plan, l'indexation salariale et les hausses barémiques sont maintenues, la prolongation du temps de travail et l'extension de la flexibilité n'ont pas été réalisées. Tous les départements restent au sein de l'entreprise. La privatisation du Catering a été empêchée provisoirement. La direction qui avait résilié toutes les CCT a dû faire marche arrière. Ainsi, la détermination des tra-

vailleurs et des syndicats empêche depuis neuf mois le patronat et le gouvernement d'utiliser la Sabena comme laboratoire social. Les syndicats et les travailleurs sont parvenus à maintenir leur unité sur des points essentiels : aucune restriction salariale, pas de prolongation du temps de travail, pas de privatisations et pas de ventes de sections, pas d'augmentation de la flexibilité. Les permanents Michel Boels (CSC) et Denis Demeulemeester (CMB) soulignent leur détermination commune : «Il est inacceptable de demander de nouveaux sacrifices au personnel.» (1)

Les actions de grève de toutes les catégories du personnel — avec une unité sans précédent entre pilotes et personnel au sol — rejettent la politique orientée sur les bénéficiaires des actionnaires et subordonnant tout à la concurrence capitaliste dans le secteur de l'aviation.

Depuis 1982, les travailleurs ont constaté à leurs dépens que toutes les restructurations, mesures d'austérité et promesses vaines n'ont apporté que pertes de revenus et détérioration des condi-



Des pilotes en grève au piquet du personnel au sol : une des forces du mouvement de grève à la Sabena.

tions de travail. Quinze ans plus tard, ils sont devenus les adversaires les plus décidés de ces politiques de crise qui enrichissent les riches et sacrifient les travailleurs et leurs familles. Les gens, loin de s'y résigner, ressentent une colère croissante. Le capitalisme

n'offre aux travailleurs ni sécurité de revenus, ni sécurité d'emploi. La concurrence absurde place à l'ordre du jour la destruction du système capitaliste. Les travailleurs ont besoin du socialisme, où les travailleurs dirigent eux-mêmes la société, où le bénéfice

n'est plus le facteur dominant et où seule est prise en compte la satisfaction des besoins de la population. Seul le socialisme peut apporter au travailleurs sécurité de revenus et sécurité d'emploi.

Trois médiateurs sociaux pour casser la combativité en négociant ?

Miet Smet, la ministre du Travail, considère que la résiliation par le patron Godfried «n'est pas illégitime». (2) Elle estime les 2 milliards d'économies indispensables : «Il faut examiner les privilèges dont bénéficient les travailleurs». (3) "Privilège", un salaire de quarante à quarante-cinq mille francs ! Durant la période de fin d'année, Dehaene, Miet Smet et Pierre Godfried ont mis au point une tactique de concertation et de discussions avec les syndicats. Ils veulent faire arrêter les actions sur le terrain et faire accepter le Plan Business et les pertes salariales par les responsables syndicaux. Cette tactique ayant échoué, ils sortent les grosses batteries. Trois médiateurs sociaux auront pour tâche de négocier afin de briser la détermination et la combativité des travailleurs.

1. Le Soir, 9 février 1996. 2. De Standaard, 9 février 1996. 3. Le Soir, 6 février 1996.

L'exploitation : 36 milliards en 70 ans !

Ce que les travailleurs de Clabecq ont "offert" comme bénéficiaires aux capitalistes

Marco Van Hees

Le Conseil d'administration des Forges de Clabecq a déclaré avoir pris connaissance de la deuxième partie du rapport "intermédiaire" de l'audit Laplace Consult. Il charge l'administrateur délégué Froidmont de préparer pour la mi-mars des mesures préalables en vue d'une restructuration ultérieure plus profonde. Elles portent sur les coûts de production, le personnel et la dette (financement).

Cela signifie en clair que le socialiste Froidmont de la Région wallonne, qui exécute le sale boulot du patronat sidérurgique, doit s'attaquer aux salaires et à l'emploi, avant une deuxième phase : fermeture complète ou quasi complète.

C'est en engageant la lutte maintenant, alors que l'usine intégrée est là et que les travailleurs au complet sont prêts à agir, que les syndicats et les travailleurs pourront sauver leur emploi en faisant payer les capitalistes.

Aujourd'hui, Dessy, l'ancien patron des Forges, quitte le navire.

Les travailleurs des Forges sont furieux car il ne laisse que 50 millions dans la caisse ! Grâce aux filiales financières des Forges, contrôlées par Dessy, «des gens se sont facilement remplis les poches sur le compte de Clabecq et de ses travailleurs. Il est juste que cet argent leur revienne pour sauver leur emploi» (1). C'est ce qu'affirme la CSC, estimant le capital de ces filiales à 1,4 milliards.

A son départ, Dessy n'a laissé que 50 millions dans la caisse !

Mais les Forges de Clabecq ont rempli les poches de nombreux patrons depuis leur création en 1781 : celles des familles bourgeoises locales, mais aussi celles des grandes familles capitalistes à la base des principaux holding belges, comme la Société Générale ou le Groupe Bruxelles Lambert.

Le service d'étude du PTB a évalué les bénéfices des Forges accumulés durant la période 1905-1975 en

francs constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'effet de l'inflation. Au cours de ces 70 années, les travailleurs ont "offert" 36,5 milliards aux capitalistes. Sur ce montant, 20 milliards ont été distribués sous forme de dividendes, ce qui leur a permis d'investir ailleurs et d'encaisser de nouveaux bénéfices.

Depuis les années 60, les familles Dessy et Germeau qui contrôlaient les Forges ont eu une stratégie similaire à Saverijs, le patron des chantiers navals de Boel-Tamise : utiliser les bénéfices de l'usine et les aides de la Région pour investir dans des secteurs qui rapportent plus. Mais Dessy, n'est pas parvenu à aller aussi loin que Saverijs dans la stratégie de désinvestissement. L'importance de la crise en sidérurgie ne lui en a pas laissé l'occasion.

Aujourd'hui, on ne peut expliquer la menace de fermeture par une mauvaise gestion. Elle ne s'explique que par la crise capitaliste : les importantes surcapacités en sidérurgie (l'équivalent de 60 Forges de Clabecq "en trop" en Europe). Des surcapacités existent aussi dans les

chantiers navals, l'automobile et l'aéronautique, principaux demandeurs d'acier.

Un fonds pour financer les 4 milliards de pertes cumulées

Les travailleurs de Clabecq ne sont pas responsables de cette crise. Ils ne doivent pas payer par des pertes salariales et d'emplois. Nil'ensemble des travailleurs via l'impôt de la Région wallonne qui financerait une "aide" éventuelle aux Forges. Il faut donc faire payer les actionnaires privés de l'usine groupés dans la société Sococlabeq : la famille Dessy, la famille Germeau et le holding Cobepa. Mais cela ne suffira pas pour combler le trou de 4 milliards de pertes cumulées des Forges. Il faudra faire payer aussi d'autres barons de l'acier qui, dans les années 70-80, sont parvenus, grâce à l'aide de l'Etat, à se désengager du secteur. C'est le cas, par exemple, d'Albert Frère, qui doit à la sidérurgie son revenu quotidien actuel de 15 millions..

C'est donc l'ensemble de ces patrons qu'il faut faire payer : les holding (Société Générale, Bruxelles Lambert, Cobepa) et les familles (Dessy, Germeau, Boël). Ils doivent constituer un fonds pour maintenir l'outil et l'emploi en sidérurgie. C'est ce fonds qui doit financer les pertes cumulées des Forges.

De plus, il faut inverser la tendance actuelle que résume si bien l'évolution de Cockerill-Sambre : l'Etat intervient au moment où l'usine fait des pertes et lorsque, après la suppression de 15.000 emplois, l'usine sort du rouge, le patronat organise sa reprivatisation.

C'est pour cela que les travailleurs de l'acier doivent aujourd'hui s'unir sur un programme de lutte allant à contre-courant : la sidérurgie belge et luxembourgeoise au grand complet doit être nationalisée sans indemnisation. Il faut faire payer ainsi les capitalistes pour maintenir les 2.143 emplois des Forges et tous les emplois de Boël, Fafer, Cockerill-Sambre, Sidmar...

1. L'Echo, 9 février 1996.

La pensée raciste et autoritaire du président du SP

Kris Merckx

Aux élections, Tobback est parvenu à sortir le SP du marécage Agusta. Depuis, il se comporte comme Louis XIV, disent les Jeunes Socialistes. Son récent livre "Louis Tobback, Noir sur blanc" développe une vision cohérente d'extrême droite.

Une critique s'impose, d'autant que des socialistes francophones, comme Van Cau, s'inspirent du succès de Tobback pour se montrer "plus tranché en matière d'immigration et d'insécurité".

L'été dernier, Jörgen Oosteraal, ex-journaliste au quotidien De Morgen, a eu un entretien de trente heures avec Louis Tobback. Il l'a consigné dans un livre. Son contenu ressemble terriblement aux idées du Vlaams Blok. Voici, sur plusieurs thèmes importants, les opinions de Tobback, confrontées aux positions du Blok...

Discours scandaleux sur les réfugiés

La petite phrase de Tobback restée célèbre, "Le salon est plein", est un clone du slogan électoral du "Centrum-Demokraten" fasciste néerlandais "Vol is vol" (Plein, c'est plein). Dans son livre, Tobback reprend toutes ses déclarations racistes antérieures sur les réfugiés et... les étoffe de quelques nouvelles "trouvailles". Un discours raciste, complètement en contradiction avec les principes socialistes de l'internationalisme prolétarien qui prône la solidarité entre les travailleurs du monde entier.

Louis Tobback. «Il y a quelques années, nous avons quelques problèmes à Louvain avec des groupes de Ghanéens y affluant de manière organisée. Personne ne savait ce que ces gars venaient faire. Le Ghana n'était pas en état de guerre

civile, il ne s'agissait pas de militants politiques — certains ne connaissaient même pas le nom de leur président — ni d'étudiants. Simplement, ils venaient ici et s'adressaient au CPAS. A la Chambre, Mieke Vogels a fait appel à la compréhension envers ces Ghanéens qui, selon elle, étaient envoyés par leur clan pour rassembler de l'argent en Europe. Ces gars venaient donc ici pour toucher chaque mois quelques milliers de francs du CPAS puis, après un temps, retournaient dans leur pays, le portefeuille bien rempli. Pour ces gens, je n'ai aucune compréhension. Pour les trente mille réfugiés politiques reconnus dans notre pays, nous devons faire tout ce qui est possible. Ceux qui abusent de la procédure d'asile et se ruent ici comme des mouettes sur une décharge parce qu'il est plus facile de vivre ici que de pêcher chez eux ou d'y travailler la terre, doivent être systématiquement expulsés. Le journal Le Monde a relevé, il y a quelque temps, cette phrase remarquable d'un jeune Albanais : "Quand je serai adulte, je serai demandeur d'asile." A terme, cette mentalité est intenable. (...) On ne peut récompenser les roublards au détriment des autres. Il faut intervenir sévèrement contre ces gars qui étudient huit ou neuf ans chez nous puis, sans gêne aucune, demandent

l'asile une fois leurs études terminées. Et lorsque nous mettons la main sur un de ces petits malins et décidons de l'expulser, il n'est pas rare qu'un comité d'action voie le jour pour que ce personnage, si bien intégré, puisse rester ici. Si nous cédon à ces pressions, nous sommes perdus, et les réfugiés politiques reconnus avec nous. Le terme «réfugié politique» est un concept juridique bien déterminé, fixé dans des textes de loi. Par contre, le concept de réfugié économique n'existe pas. (...) L'Etat impuissant, disait déjà Mendes-France, est beaucoup plus dangereux pour la démocratie que l'Etat autoritaire.» (1)

Le Vlaams Blok déclare sur ces mêmes thèmes : «Les prétendus réfugiés politiques ne sont, dans leur toute grande majorité, rien d'autre que des réfugiés économiques. Les étrangers qui viennent picorer ici, dans le nord riche, sont une nouvelle espèce de chercheurs d'or qui viennent revendiquer une part de notre bien-être. (...) Des dizaines de gens d'un même pays racontent tous la même histoire invraisemblable, si bien qu'ils se démasquent. Entre-temps, toute la famille ou tout le village a rassemblé de l'argent pour envoyer au moins l'un d'entre eux "faire fortune en Europe".» (2) «Le Vlaams Blok

Louis Tobback épouse les idées du Vlaams



Les idées de Tobback dans son livre "Noir sur Blanc" ressemblent furieusement à celles de son prédécesseur Henk van den Broek, qui a eu une "délivrance" et appela à la collaboration avec les fascistes. Un avertissement !

exige le renvoi immédiat et effectif des étrangers criminels et illégaux.» (3)

Il déteste les soixante-huitards

Comme le Vlaams Blok, Tobback a une aversion pour les idées démocratiques, critiques et antiautoritaires des révoltes étudiantes de mai 68.

Tobback : «Une certaine

gauche confond socialisme et anarchisme et nonchalance. Nous traînons toujours avec nous l'héritage de mai 68. On pensait alors qu'il était interdit d'interdire. (...) Je n'ai jamais été un partisan de la société permissive. On dit que les concepts 'law and order' (loi et ordre) et 'progressisme' ne vont pas de pair, je ne comprends pas pourquoi. Il y a trop de criminalité, donc il faut agir. Il y a eu trop longtemps une

sorte de tolérance de gauche pour ce genre de choses. Pendant ce temps, l'homme, la femme de la rue se plaignent d'avoir peur de se faire dévaliser ou agresser le soir en rue.» (4)

Le Vlaams Blok dit exactement la même chose : «La criminologie, elle non plus, n'a pas échappé au phénomène de mai 68. Les criminologues marxistes se sont révélés des criminophiles. Leur point de départ

A propos de "la famille", des "exhibitions homos" et du "Sida, la maladie snob"

Sur ces trois thèmes, les points de vue de Tobback ressemblent également comme deux gouttes d'eau à ceux du Vlaams Blok.

Louis Tobback : «Le SP doit reconquérir certains thèmes classiques. Trop longtemps, nous nous sommes tenus cois, alors que les soixante-huitards monopolisaient et marginalisaient l'idéologie de gauche. Si on regarde de vieilles affiches socialistes, on voit de suite que le socialisme a toujours été un peu paternaliste. L'homme appuyé sur sa bêche, la femme qui coupe le pain dans la cuisine, les

enfants qui jouent dans le jardin en riant. Les socialistes aussi jurent par l'idéal classique de la petite-maison-avec-jardin. Reconnaissons donc que la famille est le principe de base de la société.» (1)

Le Vlaams Blok remplace "soixante-huitards" par "la gauche" et arrive ainsi à cette version, très proche des positions de Tobback : «La plus importante de toutes les structures de base est la famille. Il n'est donc pas étonnant que la gauche ait toujours tenté de miner la famille.» (2)

Louis Tobback : "Les parte-

naires homosexuels qui vivent une relation durable doivent pouvoir hériter entre eux et avoir droit à une pension de survie. Je veux même me battre pour cela. Mais si demain, deux personnes du même sexe se présentent à la maison communale de Louvain pour se marier, je les prierai de déguerpir. Je n'ai pas besoin d'exhibitions. Je ne participe pas aux phénomènes de mode. A la fin du dix-neuvième siècle, beaucoup de gens souffraient de tuberculose. La tuberculose était le mal mais aussi le snobisme de cette

époque. La mort la plus romantique était la mort par tuberculose. Dans l'entre-deux-guerres, la maladie en vogue était la syphilis, indice d'une vie "débridée" et donc synonyme d'"émancipation". Il y a encore aujourd'hui des malades atteints de syphilis, mais la maladie a perdu de son lustre. Personne ne réclame parce que les syphilitiques ne sont pas admis à la gendarmerie. Personne. Mais si j'exclus les séropositifs, toute la gauche montera sur les barricades. Parce que le Sida est LA nouvelle maladie en vogue.» (3)

Le Vlaams Blok ne tient pas un discours différent : «Une excellente méthode pour relativiser la famille et sa signification est de faire comme si l'hétérophilie n'était qu'une forme de sexualité parmi d'autres, tout aussi valables. Pour y parvenir, on montre le plus souvent possible des homosexuels. (...) Les homosexuels forceront bien davantage le respect de leur situation en adoptant un style de vie discret qu'en bénéficiant du tapage exhibitionniste de la gauche et des médias.» (2) «Le Sida doit être repris dans la liste

des maladies à déclarer obligatoirement. Le test de dépistage du Sida doit être obligatoire pour tous les militaires, pilotes, chauffeurs de bus et de train, personnel médical et paramédical, coiffeurs, gendarmes, policiers et pompiers, personnel soignant... Les séropositifs exerçant ces professions doivent être licenciés.» (4)

(1) Zwart op wit (Zw.o.w.), p. 92. (2) G. Annemans et consorts, Le parti de la famille, 1991. (3) Zw.o.w., p. 93. (4) Sida... le plan d'action du Vlaams Blok, F. De Man, 1993.

ouse ms Blok



Le président du POB Henri De Man (droite), lequel salua l'arrivée des nazis en 1940 comme

Sur les traces d'Henri De Man

Le président du POB fulminait aussi contre la "finance"

Dans les années 30, capitalisme et partis bourgeois étaient en crise, tout comme aujourd'hui. En 1933, Emile Vandervelde, alors président du Parti Ouvrier belge (POB) appela à la rescousse le professeur Henri De Man pour sauver le parti. De Man élabora son Plan du Travail, fut ministre en 1936 et président du POB en 1939. Or, les idées-clés de Tobback aujourd'hui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles de son prédécesseur...

«Un Etat infiniment plus autoritaire»

On retrouve par exemple le même autoritarisme : «En septembre 1934, note De Man dans ses Mémoires, je développais deux thèses qui s'inspiraient de principes autoritaires et corporatistes nettement opposés aux conceptions traditionnelles de la social-démocratie. Peu après, dans une conférence à la Sorbonne, j'accentuais encore ma formule de "l'Etat fort". En 1939, je rompais résolument avec la conception libérale de l'Etat démocratique, pour réclamer ce que Spaak et moi avions osé appeler une "démocratie autoritaire". On avait tort de considérer les mouvements "fascistes" comme des tentatives de restauration ou de réaction, alors qu'en réalité ils jouaient un

rôle révolutionnaire. La démocratie parlementaire avait cessé d'être un moyen de réalisation pour le socialisme, condamné à la régression à moins de pouvoir s'appuyer sur un Etat infiniment plus autoritaire.» (1)

Les conceptions de De Man quant à la présidence du parti trouvent un écho chez Tobback : «Je concevais mes fonctions de président comme faisant de moi, non point le porte-parole de l'opinion moyenne des affiliés, mais plutôt le guide qui devait leur montrer le chemin à suivre, même s'il n'était pas sûr d'être suivi. C'était la conception du rôle de chef que j'avais essayé de réaliser depuis 1933.» (3)

Démagogie contre les spéculateurs

«Mais, objectera-t-on, Tobback est quand même plus à gauche que De Man ? » Pourquoi ? Parce qu'il ose traiter les actionnaires de l'Union Minière de "crapules" ? (4) Ou parce qu'il tonne contre "la culture de l'argent" et "les comtes et barons qui s'appellent aujourd'hui multinationales et spéculateurs" ? (5) Eh bien, De Man aussi pouvait hurler contre les "puissances de l'argent" : «J'ai appris, disait le président du POB, bien des choses sur les

multiples façons dont le jeu de la soi-disant démocratie parlementaire était faussé par l'intervention occulte des puissances d'argent. Il fallait le renforcement de l'autorité de l'Etat, condition d'une action plus efficace pour subjuguier les puissances d'argent.» (6) Caractéristique de De Man : il lance ses flèches seulement contre le capital financier "parasite" (les banques) alors qu'il loue le "capital industriel dynamique". Les réformes de structure prévues par son Plan du Travail - nationalisation des banques avec indemnisation - avaient d'ailleurs pour but d'aider les industriels en diminuant le coût des crédits aux investissements. La démagogie "anticapitaliste" de Tobback est de même nature. «Je suis, dit-il, pour les industriels, pas pour les spéculateurs. Pour moi, un industriel peut s'enrichir à fond sans problème : il produit des emplois, des biens, des taxes et des cotisations sociales. Je ne suis pas un égalitariste. Mais ceux qui ne font que déplacer leur capital et leurs actions, vivent de la sueur des autres, y compris de celle du véritable industriel. Nous sommes tout doucement devenus une société de spéculateurs. Cette évolution est néfaste.» (7)

«Contre les remèdes du marxisme»

Tobback a une autre méthode pour se donner une image de gauche : «Je me sens encore toujours marxiste dans mon analyse, pas dans mes remèdes. C'est un choix moral que j'ai fait il y a quelques années» (8).

Mais s'en tenir au marxisme seulement comme "instrument d'analyse", De Man le faisait aussi. Avec cynisme : «Dans mon livre "Au delà du Marxisme" je disais : il faut que le socialisme se libère du marxisme. Comme on se débarrasse d'un ensemble de formules qui, après avoir été vivantes et vivifiantes, sont depuis longtemps dépassées. C'était appliquer au marxisme la méthode critique par laquelle Marx lui-même avait établi la relativité des idéologies.» (9)

Et comme Tobback, De Man se référait au "socialisme des valeurs". Alternative, selon lui, au marxisme qui voit la lutte des classes comme moteur du changement : «J'ai voulu dissocier le socialisme et la lutte des classes et le rattacher à des mobiles généralement hu-

mans, tels que le sens de la justice et la dignité.» (10) La rupture avec les intellectuels progressistes ? Encore un point commun. La campagne électorale de 1991 vit fleurir le slogan "Tobback : le bon sens". Mais De Man combattait la gauche avec la même démagogie : «Beaucoup de notions généralement considérées comme l'essence de la démocratie étaient des constructions d'intellectuels ne cadrant pas toujours avec le bon sens du peuple. On sous-évaluait ce peuple en lui attribuant une attitude contraire à la reconnaissance de l'autorité, alors qu'il ne cherchait rien plus avidement qu'une autorité justicière.» (3)

Critiquer le coeur des idées de Tobback

Bien des progressistes limitent leur critique de Tobback à son paternalisme et son autoritarisme. Mais la concordance avec De Man montre qu'il faut s'en prendre au noyau du problème, le choix politique des deux hommes : pour le capitalisme, contre le marxisme et le socialisme. Le marxisme se fixe pour but de renverser le capitalisme par la révolution et d'instaurer le socialisme. Par contre, Tobback et De Man opposent socialisme et lutte de classes. Ils défendent les capitalistes industriels qui peuvent "s'enrichir sans problème". Voilà pourquoi ils sont prêts à prendre les mesures de fascisation nécessaires pour sauver ce régime pourri qui traverse une période de crise. Et pour le justifier, ils doivent inévitablement remettre à l'honneur les idées réactionnaires et autoritaires de la droite et de l'extrême droite. Y compris le racisme, moyen toujours efficace de détourner vers les faibles la colère des travailleurs contre le capital.

En juin 1940, De Man saluait dans son Manifeste l'occupation nazie comme une "délivrance". Cet aboutissement scandaleux incite à combattre énergiquement la pensée fort proche de Tobback. Et à tourner le dos au SP et PS et à leur idéologie procapitaliste.

(1) Après Coup (mémoires), Henri De Man, 1941, p. 220, 306, 300 et 308. (2) Id., p. 310. (3) Id., p. 308. (4) Après Coup (mémoires), Henri De Man, 1941, p. 174. (5) BRTN-Zevende dag, 5/11/95. (6) Zwart op Wit, p. 84 et 110. (7) Après Coup, p. 269 et 296. (8) Zwart op wit, p. 76. (9) Id., p. 24. (10) Après Coup, p. 191. (11) Id., p. 194.

est : la société (capitaliste) est mauvaise de fond en comble et les criminels sont les victimes de la société. (...) La cause principale de la criminalité croissante est l'affaiblissement des normes à cause de la mentalité qui veut que tout soit possible et autorisé, de la permissivité...» (5)

En ce qui concerne la famille, les homosexuels et le Sida, la pensée de Tobback se rapproche étroitement de celle du Vlaams Blok (voir ci-dessous). Une question se pose donc : que font les gens de gauche dans un parti dont le président défend une idéologie d'extrême droite aussi cohérente ? La réponse va de soi : rien, si ce n'est servir d'alibi à une politique de régression sociale et à la fascisation.

(1) Zwart op wit (Zw.o.w.), Louis Tobback, Ed. Houtekiet-Hadewych 1995, p. 95-97. (2) Dossier immigration, partie 2, réfugiés politiques, F. Dewinter et F. De Man, p. 8 et 21. (3) Programme électoral. VB, 1995, p. 44. (4) Criminalité : une approche musclée, Congrès du VB, 1993, K. Van Overmeire, p. 8-10. (5) Zw.o.w., p. 91.

Paul Goossens : «Restaurer l'éthique pour camoufler la faillite sociale»

"Louis Tobback et la restauration". Sous ce titre, Paul Goossens, ancien dirigeant étudiant de mai 68 et ancien rédacteur en chef du journal De Morgen, dénonce violemment le livre "Noir sur Blanc" :

«Louis Tobback repart en guerre. Il s'en prend à ce qu'il nomme l'héritage de mai 68, qui ne constituait à ses yeux qu'un amalgame sordide de permissivité, de facilité et d'un manque de décence élémentaire. Au sein du SP, on sent à nouveau l'odeur moisie du patriarcat qui sait tout. (...) Cette attitude cadre dans une stratégie du parti. Le socialiste Tobback se présente en conservateur de la société qui vacille sur ses fondements. Grâce à son conservatisme éthique, il espère récupérer une partie de son électorat souvent perdu au bénéfice du Vlaams



Paul Goossens, ancien dirigeant étudiant en 1968.

Blok. Sur le plan socio-économique, le SP et Tobback sont à l'étroit. Il y a peu de chance qu'ils puissent présenter un bilan positif aux électeurs dans quatre ans. Une érosion progressive de leur électorat est donc probable, à moins que Tobback ne parvienne à dévier l'attention vers d'autres thèmes. Il espère revaloriser dans son parti les vertus de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui ont été "reprises" (par les fascistes),

telles que le sens du devoir et de la responsabilité, la sécurité, l'ordre, le respect de l'autorité. Plutôt qu'une hausse du pouvoir d'achat, une restauration éthique ouvrirait la voie à la récupération de l'électorat perdu. Peut-être, un jour, Tobback entrera-t-il dans l'histoire comme l'inventeur de la "nouvelle gauche" en Flandre. Mais si personne ne le contredit, cette pensée pourrait présenter des ressemblances plus qu'alarmantes avec les thèses simplistes de la nouvelle droite.» Paul Goossens conclut : «Beaucoup d'intellectuels qui, pendant l'affaire Agusta, ont signé l'Appel "Nous avons besoin du SP" ressentent aujourd'hui le livre de Tobback comme un coup en-dessous de la ceinture.»

(1) Hebdo Knack, 8.11.95.

Les résultats de l'ingérence étrangère en Yougoslavie

«La haine et la violence nationalistes ne viennent pas du coeur des gens»

Notre délégation de Médecine pour le Tiers Monde a passé la fin de l'année près des réfugiés de Banja Luka et Doboj (Bosnie). Nous leur avons demandé : «Comment des gens ayant vécu ensemble pacifiquement pendant quarante ans peuvent-ils être poussés à une telle haine et une telle violence nationalistes ?»

Dirk Van Duppen.

Photos : Dirk Holvoet et Hubert Haak

Le docteur Branislav Lolic, directeur de l'hôpital universitaire pédiatrique de Banja Luka, est bien placé pour répondre. Son épouse est issue d'un mariage mixte. Sa belle-mère est croate, son beau-père musulman. Sa femme se qualifie de yougoslave et refuse de se considérer comme appartenant à une nationalité. Ami de l'évêque catholique de Banja Luka, d'origine croate, mais resté à Banja Luka, le docteur Lolic appartient à la première génération de médecins qui ont terminé leurs études à Banja Luka dans la jeune faculté de médecine. C'était en 1983. Il

s'est spécialisé en pédiatrie à Belgrade. En 1989, il a encore obtenu une maîtrise en allergologie à Zagreb.

Avant, le couple passait chaque année ses vacances dans les villes croates de la côte adriatique. Le docteur Lolic a des collègues à Zagreb qui sont toujours prêts à l'aider. Comme son ami Ivan Fatorini, chef de la clinique pédiatrique à Zagreb. Il lui a déjà envoyé cinq petits malades en état critique avec l'aide de la Croix-Rouge internationale. Il ne pouvait leur donner les soins adéquats à Banja Luka, suite aux sanctions. Il s'agissait uniquement d'enfants musulmans, car il était impossible d'envoyer des enfants serbes, la Croatie ne tolérant pas la présence des familles serbes.

Joseph Gérard, qui participait à la délégation, est marié à une Yougoslave qui compte beaucoup d'amis et de proches à Banja Luka. Il traduit le témoignage de son ami Nesterovic Slavko. Ce dernier, réfugié de 38 ans, a trois filles de 8, 7 et 2 ans. Il est originaire de Jyela, petit village près de Doboj. A Jyela, 80 % de la population étaient musulmans, 14 % croates et 6 % serbes. «En 1992, explique-t-il, la tension n'a cessé de croître. Partout, c'était la guerre et les "purifications ethniques". Etant Serbes, nous n'étions pas à l'aise dans le territoire contrôlé par les Musulmans. Beaucoup d'amis et de voisins musulmans tentaient de nous rassurer, disant que nous n'avions rien à craindre.» Nesterovic a néanmoins mis sa femme et ses enfants en sécurité dans la montagne de l'autre côté de la vallée. Sa femme, qui tenait



Le cimetière musulman de Doboj est restée intacte. Les médias avaient diffusé le mensonge qu'il avait été détruit par les Serbes.

un magasin de liqueurs, a dû fermer son commerce. Lui même était enseignant dans le village. «Mais le 22 mai 1993, la police musulmane, qui n'était pas originaire du village, nous a obligés de creuser des postes de tir et des tranchées à partir desquels on pouvait tirer sur notre propre famille de l'autre côté de la vallée.» La situation était devenue trop dangereuse pour Nesterovic. Au moment où il a voulu partir, des membres de la milice croate sont venus barrader toutes les issues du village. Il a dû payer 1.000 marks allemands pour passer le barrage.

La haine nationaliste et les "purifications ethniques" ne proviennent pas de la population nous explique encore Nesterovic. «Ce sont les politiciens, les milices extrémistes qui obligent les gens à la purification ethnique, ajoute le docteur Lolic. Et derrière ces leaders nationalistes, il y a des puissances étrangères.» Il pense surtout à l'Allemagne et aux Etats-Unis.



La mosquée de Doboj est restée intacte. Les médias avaient diffusé le mensonge qu'elle avait été détruite par les Serbes.



Dans la polyclinique de Doboj, le docteur Napotnik Zlata, pédiatre croate, travaille avec le docteur Esad Feraget, interne musulman et des infirmiers serbes. Ici on défend le caractère multi-ethnique de l'aide humanitaire.

La cohabitation entre les nationalités reste possible

Ce qui nous a frappés c'est le caractère relativement pluri-national conservé par Banja Luka et Doboj, malgré tout ce qui s'est passé. Doboj est une petite ville située sur la ligne de front. Elle a été sévèrement touchée par les bombardements des forces musulmanes d'Izetbegovic et de l'Otan. A Doboj, nos hôtes ont tenu à nous montrer la mosquée et le grand cimetière musulman restés intacts et considérés comme des preuves de leur tolérance. Les médias avaient pourtant diffusé le mensonge que les deux sites avaient été détruits par les Serbes. On n'a pas donné aux autorités de Doboj l'occasion de rectifier cette fausse information.

Nous avons constaté ce même esprit pluri-national dans l'aide

humanitaire. Le vendredi 29 décembre, nous avons visité la polyclinique pour les réfugiés. Elle est gérée par un consortium de cinq organisations humanitaires locales : Caritas (catholique), Merhamet (musulmane), Adra, Croix-Rouge, Kolo Sprskih Sestara (orthodoxe). Dans la polyclinique, nous avons rencontré un pédiatre croate, le docteur Napotnik Zlata, aux côtés d'un interne musulman, le docteur Esad Feraget, assistés par des infirmiers serbes. Ici on défend le caractère pluri-national de l'aide humanitaire, c'est-à-dire l'accès de tous aux soins médicaux, quels que soient la race, la religion ou la nationalité des malades. C'est ce genre de projets que Médecine pour le Tiers-Monde veut soutenir.



Le docteur Branislav Lolic dirige l'hôpital universitaire pédiatrique de Banja Luka.

Pâques à Banja Luka

Soyez les bienvenus à un des voyages à Pâques de Médecine pour le Tiers-Monde à Banja Luka.

Dates : du 24 mars au 7 avril, du 30 mars au 14 avril et du 8 au 14 avril.

Prix : environ 5000 F de participation aux frais de transport et 400 F par jour pour le séjour.

Nom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. :

souhaite participer au voyage à Banja Luka du au
Inscription à renvoyer à Médecine pour le Tiers-Monde, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. :02/513.53.86.

Morale et fidélité dans le combat pour le socialisme

Kim Jong Il, Parti du Travail de Corée, sur l'importance de la tradition révolutionnaire

La Corée est victime d'un boycott impérialiste brutal. Pire que celui de Cuba. En août, des inondations ont frappé cinq millions de personnes et détruit cent mille habitations. Discipline, sens de l'égalité et du collectivisme ont permis à la Corée socialiste de tenir. Son dirigeant Kim Jong Il vient de publier un texte important sur la morale révolutionnaire*. Des extraits...

«La haute moralité est une des qualités majeures des révolutionnaires. Un révolutionnaire est celui qui a intégré dans sa foi les idées révolutionnaires et qui possède de nobles qualités humaines, dont une haute moralité. La conscience et la moralité constituent la force motrice spirituelle poussant l'homme à des actions belles et consciencieuses.

Les communistes possèdent les meilleures qualités humaines qui soient, car ils aiment le peuple et luttent pour réaliser l'oeuvre d'émancipation des masses populaires. L'amour de l'homme et la confiance en lui sont à la base des rapports humains authentiques et de la véritable morale. Se dévouer aux autres, à la société et à la collectivité, et non à soi-même, relève de la noble éthique humaine. Les communistes aiment le peuple et placent les intérêts de la société et de la collectivité au-dessus de leurs intérêts personnels. Ils luttent avec abnégation pour le bien du peuple, de la société et de la collectivité et non pour leurs propres intérêts ou leurs honneurs personnels.

Les traîtres commencent par dénigrer les aînés révolutionnaires

L'histoire du mouvement socialiste international offre une leçon profonde : il faut tenir en haute estime les révolutionnaires des générations précédentes. Il faut s'attacher à sauvegarder et à développer leurs réalisations. Alors, la révolution va victorieusement de l'avant. Par contre, si on ignore ses aînés révolutionnaires et si on méconnaît leurs mérites, la révolution s'arrête à mi-chemin et échoue. Dans certains pays qui s'étaient engagés à édifier le socialisme, les opportunistes qui se sont emparés de la direction de l'État et du parti, ont eu la trahison de vouer au mépris les révolutionnaires des générations précédentes et de nier leurs exploits. Ils ont discrédité les communistes, terni l'image du socialisme et, finalement, détruit le système socialiste. Dénigrer les aînés révolutionnaires et vilipender leurs idées, c'est bafouer la révolution, flatter les ennemis de celle-ci et se prosterner devant eux.

La dégénérescence et l'effondrement du socialisme ont commencé avec l'apparition du révisionnisme contemporain, ses attaques contre

les leaders et les aînés révolutionnaires, et sa déformation des idées révolutionnaires de la classe ouvrière. Ainsi, le socialisme s'est écarté de son chemin et s'est mis à se désagréger de l'intérieur. Les renégats du socialisme ont dénigré les grandes réalisations de leurs aînés révolutionnaires, pour démolir le socialisme et restaurer le capitalisme. Ce sont là des actes contre-révolutionnaires des plus lâches, puisqu'ils ont désavoué la révolution sous la pression des impérialistes.

La morale de la jungle

L'implantation d'une morale nouvelle et communiste suppose une lutte contre la vieille morale réactionnaire ainsi que contre toute dépravation et toute corruption. La morale bourgeoise incite les gens à la lutte pour la vie selon la loi de la jungle. Elle transforme les hommes en esclaves de l'or qui n'hésitent pas à trahir leur conscience et à transgresser les obligations élémentaires de l'homme. Dans la société capitaliste dominée par la morale bourgeoise, toutes sortes de vices sociaux fleurissent, ainsi qu'un mode de vie dépravé. D'autant plus que les gouvernants réactionnaires les stimulent. Les impérialistes diffusent par tous les moyens cette morale et ce mode de vie bourgeois pourris, non seulement dans leurs pays, mais aussi à l'étranger. Nous devons donc redoubler de vigilance face aux tentatives d'infiltration idéologique et culturelle des impérialistes et les briser résolument.

Transmettre notre patrimoine spirituel et moral

Le profil spirituel et moral de la nouvelle génération est l'indice révélateur de l'avenir du pays. La leçon historique montre que si l'on n'éduque pas correctement la nouvelle génération, celle-ci ne peut continuer la révolution avec assurance ni sauvegarder le socialisme. Les jeunes et les enfants sont en cours de formation idéologique et spirituelle. Ils ont grandi paisiblement, sans connaître les épreuves de la lutte révolutionnaire. Aussi, sans une bonne éducation, deviendront-ils perméables aux idées, à la morale et au mode de vie malsains. Nous devons éduquer tous les membres de la nouvelle génération et en faire



Kim Jong Il, le nouveau dirigeant du Parti du Travail de Corée (à gauche), en compagnie du président Kim Il Sung, décédé en juillet 1994.

d'excellents révolutionnaires et communistes, infiniment fidèles au Parti et au Leader, dévoués à la patrie et au peuple, et pourvus de qualités spirituelles et morales, nobles et saines.

L'héritage le plus précieux qu'une génération ait à léguer à la postérité est le patrimoine spirituel et moral. Certes, elle doit léguer à la postérité les richesses matérielles pour assurer à celle-ci une vie aisée. Mais ce qui est plus important, c'est de lui léguer de nobles richesses spirituelles et morales pour qu'elle prenne fermement la relève dans la révolution. Pour réussir dans la formation des jeunes et des enfants, il est nécessaire de combiner l'éducation scolaire, l'éducation sociale et l'éducation familiale. Les jeunes et les enfants sont très sensibles et réceptifs; tout ce qu'ils voient, entendent et perçoivent exerce un fort impact sur leurs sentiments et leur vie. Aussi y a-t-il lieu, pour leur éducation, de prêter une attention particulière à bien utiliser la littérature, les arts, la presse et d'autres médias. Aujourd'hui, chez nous, il y a d'innombrables personnes remarquables, qui donnent leur vie sans hésitation

pour leurs camarades, accomplissent de bonnes actions dans le seul intérêt du Parti, de la révolution, de la société et de la collectivité. Ils travaillent loyalement toute leur vie, sans jamais penser à se faire remarquer.

Incarnant une haute conscience et une noble moralité, ce sont les hommes-types de notre époque.»

* Entretien accordé au Rodong Sinmun, organe du Comité Central du Parti du Travail de Corée, 25 décembre 1995.

Notre internationalisme

«L'oeuvre socialiste est de nature aussi bien nationale qu'internationale. Les révolutionnaires coréens sont de véritables internationalistes : ils respectent les révolutionnaires et les combattants anti-impérialiste et antifascistes des différents pays et apprécient leurs mérites quels que soient leurs pays ou nations d'origine. Notre Parti et notre peuple tiennent en grande estime Marx, Engels, Lénine et Staline comme leaders de la classe ouvrière et apprécient hautement leurs mérites et leurs exploits. Marx et Engels, premiers leaders de la classe ouvrière, ont fait du socialisme utopique une doctrine scientifique. Ils

ont amorcé le mouvement socialiste et communiste. Lénine a développé le marxisme conformément aux impératifs de l'époque et a mobilisé la classe ouvrière pour la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre. Staline, en continuant l'oeuvre de Lénine, a fait du premier jeune État socialiste une des grandes puissances du monde et a conduit l'armée et le peuple à défendre la patrie socialiste contre l'agression fasciste. Marx, Engels, Lénine et Staline ont représenté les aspirations et les vœux des masses laborieuses opprimées de leur époque respective et l'oeuvre socialiste est indissolublement liée à leurs noms.»

EN BREF

Nicaragua

Étudiants
contre l'austérité

«Il n'y a plus d'argent» et «l'enseignement fondamental est prioritaire». Voilà comment le ministre de l'Enseignement, Belli, tente de faire passer son plan d'économie aux universités. Son plan budgétaire 1996 prévoit 4,23 % pour les universités, au lieu des 6 % légalement prévus. Depuis octobre 95, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté contre ces économies. «Pas d'argent ? Cela ne tient pas debout !» prétend Julio Marengo (membre du groupe parlementaire sandiniste. Récemment, le gouvernement a annulé une dette de 150 millions de dollars à Conazucar, la commission nationale des entreprises sucrières. Avec un tel montant, les universités pourraient recevoir leurs 6 % pendant cinq ans. Que la qualité de l'enseignement fondamental devrait avoir priorité, c'est de la foutaise. Les écoles primaires ont en effet reçu un statut "autonome". Pour nouer les deux bouts, elles demandent des droits d'inscription et des droits d'examen. Des centaines de milliers de parents ne peuvent payer ce montant et, contraints et forcés, ont retiré leurs enfants de l'école. (Nicanieus, 1/96)

Amérique centrale

Le pape contre Romero

Le pape est satisfait de son voyage en Amérique centrale. Le communisme, les sandinistes et la théologie de la libération, marxisante, y ont disparu. C'est ce qu'il a déclaré devant la presse, durant son retour. Un million de Salvadoriens ont demandé, dans une pétition, que le pape béatifie monseigneur Romero (assassiné en 1980 par des escadrons de la mort d'extrême droite. Réaction de Jean Paul : «Je demande que sa mémoire soit toujours respectée, mais qu'aucun intérêt idéologique ne prétende exploiter son sacrifice de pasteur dévoué à son troupeau.» Les évêques salvadoriens avaient préparé un texte dénonçant l'aggravation des clivages économiques, l'extrême pauvreté et le risque d'explosion sociale. Mais selon Jean Paul II, ces problèmes sont une expression de la lutte entre «des idéologies politiques et économiques comme le marxisme et le capitalisme effréné, qui ont lacéré le tissu de la société car elles sont étrangères à ses traditions et à ses valeurs». (Le Monde 10.2.96)

Chili

33 % de misérables

Sur treize millions de Chiliens, quatre vivent dans la misère noire. Pourtant, ces dernières années, le Chili étale des chiffres spectaculaires : croissance économique de 6 %, inflation ramenée à 10 %, chômage réduit à 4,5 % et dette extérieure réduite de 30 à 16 milliards de dollars. Le revenu moyen est passé à 3.500 dollars par an. Par contre, seulement la moitié des cinq millions de travailleurs ont un contrat. Pour les autres, aucune sécurité d'emploi ni de cotisations sociales. 40 % d'entre eux gagnent même moins que le salaire minimum officiel (100 dollars par mois). Les organisations syndicales sont dissoutes et interdites. Dire que «les pauvres sont moins pauvres» est un mensonge. Alors que les 10 % les plus pauvres en 1979 possédaient 1,4 % du revenu national, il ne s'agit plus que de 1,2 % en 1991. Pour les 10 % les plus riches, c'est l'inverse : ils détenaient, en 1979, 39,1 % et en 1991, 41,3 % du revenu national. (Dial, 31.1.96)



«Avant, on vivait dans un pays riche et respecté. Maintenant, nous sommes les citoyens d'une république bananière», clament les mineurs ukrainiens, tous nostalgiques de l'Union soviétique.

Lénine ou Coca

Les mineurs ukrainiens regrettent l'URSS

Grande 'protestation prolétarienne' au Donbass, immense bassin minier. 400.000 mineurs en grève dans 76 mines (sur 227). 91 autres mines n'expédient plus leur charbon.

Hilde Meesters

Les mineurs réclament leur salaire impayé depuis octobre et les subventions destinées à l'industrie minière. Le Monde (8 décembre) a publié un intéressant reportage de cette grève. Voici des extraits. «Le gouvernement refuse de négocier, arguant des directives données par le FMI en matière de politique monétaire. Une trentaine de mines sont menacées de fermeture, dans le cadre d'une "restructuration" proposée par le FMI. Faute de débouchés, la production du charbon a chuté de 60 % depuis 1988.

Lorsque les mineurs du Don-

bass se réunissent... ils le font sous un portrait de Lénine, flanqué d'une citation "Le charbon est le pain de l'industrie". Lorsqu'ils manifestent, c'est devant une statue de Lénine. Ici, on s'appelle toujours "Tovarich" (camarade). Pas seulement par habitude, mais par conviction. Parce que "la lutte des classes a repris", déclare un vieux mineur édenté, et parce qu'il n'y a pas d'alternative. Ou bien si : "On a le choix entre Lénine et Coca-Cola !", s'écrie un gréviste frustré de voir les magasins se vider de produits locaux et se remplir de produits importés qu'il ne peut s'offrir. Les salaires ne sont plus versés

depuis 5 mois, les retraites non plus, ni les indemnités pour les invalides, nombreux dans la région. "Dans quel pays civilisé les mineurs se rendent-ils au travail le ventre vide ?", s'indigne un syndicaliste lors d'un meeting. "Nous les mettrons à genoux!", tonne Valsili Khara, un syndicaliste, en parlant du gouvernement ukrainien.

En 1939, les brigades "stakhanovistes" de Petrovkoé battaient des records de productivité en l'honneur de Stakhanov, originaire du Donbass. Aujourd'hui, les wagons et les pioches sont immobilisés. Et c'est le comité de grève qui fait du zèle. "Avant, on vivait dans un pays riche et respecté. Maintenant, nous sommes les citoyens d'une république bananière", clament les grévistes, tous nostalgiques de l'Union soviétique.»

Le peuple coréen se mobilise

Six mois après les inondations, 250.000 sinistrés relogés

Catherine Dijon

«Le gouvernement a indiqué l'été dernier que cinq millions de personnes ont été touchées par le cataclysme. Nous pensons que ces chiffres sont fiables. Il y a des dégâts énormes un peu partout, notamment à la frontière avec la Chine et dans le nord-est de Pyongyang», explique Piero Calvi-Pariseti, délégué de la Fédération internationale des sociétés de Croix-Rouge et de Croissant Rouge en Corée du Nord (CICR), interviewé par l'Humanité (2/2).

«L'Etat a beaucoup fait pour la reconstruction, poursuit le délégué du CICR. Cinq cent mille personnes, environ cent mille foyers, se sont retrouvés sans abri. La moitié d'entre eux vivent déjà dans des maisons reconstruites. La population a un niveau de participation exceptionnel à la reconstruction. L'Etat a apporté une grande assistance. Les résultats, du point de vue des infrastructures sont, je crois, satisfaisants. Je viens de m'entretenir avec le vice-ministre des Affaires étrangères. "Nous pouvons nous

occuper des infrastructures, a-t-il répété, mais ce dont nous avons besoin, c'est de nourriture, de riz et de maïs." Nous nous trouvons face à un maque aigu de deux millions de tonnes de céréales. Dans les zones touchées par les inondations, l'aide humanitaire est la seule nourriture que les gens reçoivent. Les Nations Unies avaient lancé un appel en septembre. Il n'a été couvert qu'à environ 30 %. 145 sur 246 districts sont sinistrés, c'est-à-dire la plupart des régions habitées.»

Bernard Krisher, journaliste

42 fois plus
de crimes
aux USA
qu'en Chine

La criminalité — la grande mais aussi la petite — est le fruit du capitalisme. Pendant des années, le Parti Communiste chinois a entièrement banni la criminalité de rue. Avec l'introduction partielle du capitalisme, l'inégalité économique croissante, associée à la baisse du contrôle social, le nombre de faits criminels a augmenté lui aussi. En 1995, la police a traité un million de crimes soit une augmentation de 6 % par rapport à 1994. La Chine compte 1,2 milliards d'habitants. Aux Etats-Unis, où tout est possible à condition d'avoir assez de dollars, on a relevé en 1994, 13,99 millions de crimes. Sur une population totale de 400 millions d'habitants. L'information vient du FBI. Faites le calcul : on dénombre 42 fois plus de crimes aux Etats-Unis, supercapitalistes, qu'en Chine. (International Herald, 14.2.96)

Jeunes noirs
US : 4 sur
10 en prison

Californie, 1996. Près de 40 % de tous les hommes noirs de 20 à 30 ans sont soit en prison, en liberté sous caution ou en liberté surveillée. Ils ne sont que 5 % parmi les Blancs et 11 % parmi les hispanophones. Cela s'explique par le "boom" dans la construction de prisons (le secteur à la plus forte croissance aux USA), la misère, le manque d'emplois décents, le faible degré d'instruction dans les villes. Et la nouvelle loi pénale qui prévoit une double peine en cas de récidive et l'emprisonnement à vie pour une deuxième récidive. Les jeunes Noirs sont arrêtés plus souvent que les Blancs. Bien que les Noirs ne représentent que 7 % de la population en Californie, ils y constituent 32 % de la population carcérale. (Rapport de Vincent Schiraldi, dans International Herald Tribune, 14.2.96)

Pérou : finie la guerre ?

Le président Fujimori refuse pourtant de démilitariser le pays

La "déroute du Sentier Lumineux" et "l'essor économique" sont les deux piliers de la campagne de désinformation du régime péruvien. Il présente le pays comme un paradis où crise économique et guerre civile sont des cauchemars du passé. Le journaliste péruvien Luis Arce Borja démolit ce mythe...

Extraits rassemblés
par Pol De Vos

L'extrait suivant du journal "El Diario Internacional" montre que le Pérou est un pays militarisé où la guérilla n'a pas du tout été éliminée. Le dossier complet paraîtra dans "Solidarité Internationale", en juin 1996.

A partir de septembre 1992, Fujimori déclare qu'en juillet 1995, le «Sentier Lumineux sera définitivement éliminé». «Avant 1995, le Pérou sera un pays où régnera la paix», déclarait-il à plusieurs reprises. Pour donner une crédibilité à ses déclarations, il affirmait que 95 % des «dirigeants du Sentier Lumineux» étaient morts ou en prison. Mais le Pérou de 1996 est encore plus militarisé que le Pérou de septembre 1992. En 1991, 48,7 % des Péruviens vivaient dans des zones déclarées en état d'urgence. En 1995, ce pourcentage passe à 58 %. S'il n'y a pas de guerre civile et si le «Sentier Lumineux a été éliminé», pourquoi ne démilitarise-t-on pas le Pérou ?

Un gigantesque appareil militaire

L'appareil militaire de l'Etat continue à augmenter sans limitation. En 1995, le nombre total de militaires, paramilitaires



"Pacification, la voie vers la victoire" : par une grande campagne de désinformation, la dictature tente d'éliminer la résistance armée.

res et policiers était de 627.000. Le Pérou est un des pays les plus militarisés de l'Amérique du Sud. Pour impliquer la population civile dans la stratégie antisubversive, le gouvernement a instauré les "actions civiques" de l'armée visant les paysans pauvres et les bidonvilles. Ces "actions civiques" sont des activités à "caractère humanitaire" que réalisent les militaires : distribution de nourriture, campagnes de vaccination, distribution de matériel scolaire. Les "comités d'auto-défense" et les "rondas" paysannes et urbaines sont une répétition des "hameaux stratégiques" créés par les Nord-américains pendant la guerre du Vietnam. A partir de 1991, Fujimori s'est occupé personnellement de la distribution des armes de combat aux groupes paramilitaires. Selon les chiffres officiels, en 1990, on comptabilise un peu plus de 120.000 membres des "comités d'auto-défense" et "rondas". En 1995, ce chiffre atteint 400.000 membres. Il y a aussi l'augmentation du budget que consacre l'Etat à la défense nationale. En 1990, le budget militaire annuel du Pérou atteignait les 1.250 millions de dollars. En 1995, il s'élève à

1.879 millions de dollars, soit plus de 5 millions de dollars par jour. Les frais militaires de 1995 équivalent à 50 % des revenus de l'exportation de l'année.

Le Sentier Lumineux en action

Les guerres modernes se livrent sur deux terrains fondamentaux : militaire et propagande. Durant les quinze dernières années, les différents gouvernements ont inclus dans leurs plans contre la subversion, une gigantesque campagne de désinformation. Celle-ci prend une plus grande dimension en septembre 1992, lorsque la police antiterroriste capture le chef de la révolution du Pérou. En utilisant des "rapports", des chiffres truqués, des montages vidéo et d'autres ressources des techniques de l'information, le gouvernement a fabriqué un "Sentier Lumineux" divisé, sans objectif et en pleine agonie politique et militaire. Dans les structures de la guerre psychosociale, les médias et les ONG dédiées à l'étude de la subversion jouent un rôle de premier ordre. Par exemple, analysons la manière dont la

revue *Ideele* travaille. Depuis 1992, cette revue n'a fait que falsifier les chiffres concernant la "subversion maoïste". Elle déclare par exemple que pendant l'année 1992, la "subversion" n'a effectué que 1.028 actions (85 par mois). Pour 1994, elle relève seulement 613 actions (51 par mois). Le lecteur devrait donc conclure que la subversion au Pérou est en pleine chute. Les forces armées gouvernementales admettent pourtant dans un rapport confidentiel (2) qu'en 1992, la guérilla a effectué 2.992 actions (249 par mois) et en 1993, 3.670 actions (305 par mois). Pour 1994, le rapport signale 1299 actions, rien que de janvier à août, soit 162 par mois. La revue *Ideele* avoue elle-même sa technique de désinformation : «Avec l'appui des médias, nous avons réussi ces derniers mois à éliminer de la première page des journaux les plus graves attentats terroristes commis... Dans cette même campagne psychosociale, nous avons également réussi à créer une fausse image de victoire contre les groupes subversifs» (3).

Nous pouvons conclure que le Pérou est un pays en guerre interne. La militarisation du pays caractérise tout le processus social et politique de la société péruvienne. Cette militarisation forcenée montre que la "paix péruvienne" est une propagande mensongère montée de toutes pièces par les médias. Aucun Péruvien lucide ne peut affirmer que «le Sentier a été éliminé». La guerre populaire a un caractère prolongé. Les classes sociales qui soutiennent l'Etat péruvien et ses gigantesques forces répressives seront vaincues par une longue lutte révolutionnaire.

(1) Bilans militaires 1989-1990, Caretas, février 1995. (2) Reporte Especial, n° 41, septembre 1994, p. 15. (3) *Ideele*, 59-60, décembre 1993, p. 26.



Très étendus, les bidonvilles autour de Lima démentent le "paradis économique" vanté par Fujimori.

AGENDA

Bruxelles

"Agir contre la misère sociale". Journées d'action des Compagnons du Partage.

Mercredi 28 février, 18h

"On dort dehors, ensemble". Esplanade du Cinquantenaire

Judi 29 février 9h.

"Cela concerne toute l'Europe". Rassemblement devant la Commission de l'Union européenne pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.

Samedi 2 et dimanche 3 mars

"Rencontres internationales". Les SDF, chômeurs, précaires se rencontrent au Château de la Solitude à Bruxelles. 54, av. Charles Shaller.

Info : 02/675 63 71

Vendredi 8 mars, 20h.

"Autonomie de l'école : panacée ou poison?" Débat avec Jean-Marie Ansiaux, président de la CGSP-enseignement, Ann Demeulemeester, service d'études ACW-enseignement, Nico Hirtt, qui prépare un livre sur l'enseignement, François Martou, président du MOC, Gust Van Dongen, secrétaire-général COC-CSC flamande. CGSP, Place Fontainas 9-11. Org : Appel pour une école démocratique.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

24 févr., à 18h. Néerl. & frç. Entrée libre
Apéritif poétique

Paul Van Ostayen

CONTRE

Emile Verhaeren

Séance préparée et présentée par Jacques DEMAUDE.

Récitants: Rita NIELANDT, Laurent d'URSEL & Jacques DEMAUDE.
Musique: Walter LIEVENS

24 févr., à 20h. Entrée: 120F
En collab. avec 'El Diario Internacional'.

Fête de solidarité
avec les prisonniers
politiques péruviens

29 févr., à 19 heures. Entrée libre
Ouverture de l'exposition

'Contacts de violence'
Réalité de la violence
raciste

Réalisée en collaboration avec la
LIGNE D'ALARME CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME
et la campagne OBJECTIF 479.917
L'exposition est ouverte du mardi au samedi,
de 12 à 18 h - jusqu'au 24 mars.

1er mars, à 20h. En français. 90F

Les victimes d'Hitler
tuées une seconde fois

Monika ZORN,
originnaire d'Allemagne de l'Est, auteur du
livre 'Les victimes d'Hitler tuées une
seconde fois' est interviewée par
André DARTEVELLE,
journaliste à la RTBF et auteur d'une
série télévisée sur les Partisans.

2 mars, à 18h. Entrée libre

Apéritif poétique

Cycle urbain:
Transports en commun

2 mars, à 20h30.

Entrée: 250BF - 200BF pour les étudiants
En collaboration et au profit du projet

SOS - ENFANTS D'IRAK

Concert de

Saïd EL MAGHREBI

Découvrir Paul van Ostaijen

Un remarquable poète flamand contre "la Religion, le Souverain et l'État"

Le 22 février, Paul van Ostaijen, grand poète flamand, aurait eu cent ans. Cet anniversaire ne passe pas inaperçu en Flandre. Anvers sera submergée par des festivités en tout genre. Considéré comme le plus grand poète belge néerlandophone du siècle, parfois appelé le Maïakovski flamand, il est, du côté francophone, pratiquement inconnu...

Jef Maes

Paul van Ostaijen (1896 - 1928) était un critique antibourgeois acerbe et il adoptait une position radicale dans les débats sociaux de son époque. Van Ostaijen s'opposait clairement au carcan de la morale chrétienne et bourgeoise. Au début du siècle, le monde était en pleine ébullition. Les temps modernes devaient à ses yeux se traduire dans l'art: «Nous ne croyons pas que le mouvement artistique omniprésent et encore en plein devenir puisse trouver sa réalisation dans une société bourgeoise. Une société bourgeoise est incapable de s'accommoder d'un art non individualiste.» (1)

Le temps nouveau, caractérisé par la misère et les révoltes ouvrières, devait également trouver son expression dans des formes artistiques nouvelles et c'est ce qu'il cherchait manifestement dans sa poésie. Van Ostaijen est connu

pour ses formes diverses de typographie (voir illustration) et de sonorité où le son des mots trouve son expressivité propre. A la recherche de formes adaptées d'un "art non individualiste", il a écrit nombre d'essais et de critiques sur l'événement artistique de son temps, qui était dominé par les conservateurs catholiques.

Le militant van Ostaijen

Dès l'école secondaire, Van Ostaijen s'est jeté dans le mouvement flamand. C'est pourquoi certains nationalistes flamands le considèrent aujourd'hui comme "leur poète". Mais Van Ostaijen concevait le mouvement flamand de manière rationnelle et il était rebelle au flamingantisme romantique et sentimental. La question flamande était pour lui une question sociale et il voyait un lien entre les contradictions de classes et les contradictions de langues dans une Flandre où l'élite parlait le français et les classes opprimées le néerlandais.

Le mouvement activiste dans la période de la première guerre mondiale était un mélange de divers courants anarchistes, nationalistes et communistes. Dans sa biographie récente sur Van Ostaijen, Marc Van Reynebeau écrit: «Le langage, le pacifisme, l'internationalisme et l'anti-Étatisme traduisent sa tendance anarchiste... La haine de l'État s'est également manifestée de manière assez radicale chez Van Extergem (communiste, ndlr): «Chez nous c'est la guerre, sans pitié, entre la Flandre et le concept de l'État



Poésie de Paul Van Ostaijen "Ville occupée".

belge». Dans les décennies qui suivront, l'antibelgisme prendra une couleur fasciste... mais cela n'a donc pas toujours été le cas dans tous les courants nationalistes flamands.» (4)

Bien que la combinaison entre flamingantisme et internationalisme puisse nous paraître bizarre, elle était assez répandue parmi l'intelligentsia de cette époque. C'est suite aux manœuvres de la droite catholique que le mouvement flamand s'est orienté vers l'ultra-nationalisme et le fascisme à la fin des années 20.

Sur le plan politique, Van Ostaijen se plaçait résolument à gauche, pour le communisme: «Le communisme trouve dans le mouvement flamand un facteur impor-

tant pour la propagation de la pensée communiste en Flandre.» (2)

Un poète contre l'Église et le Capital

En 1918, Van Ostaijen est parti pour Berlin avec son amie. Il risquait de se retrouver en prison suite à une action de protestation contre le cardinal Mercier. Cette action représentera un tournant décisif dans sa vie. A Berlin, régnait à ce moment un climat révolutionnaire, surtout sous l'influence des Spartakistes de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, avec qui Van Ostaijen sympathisait ouvertement.



Mais l'agitation communiste a été réprimée dans le sang. «Avec la Gründlichkeit allemande, les forces de l'ordre ont ratissé quartier par quartier, exécutant les révolutionnaires sans autre forme de procès. Quelques semaines plus tard, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont tombés dans les mains des forces qui "rétablissaient l'ordre" et ont été assassinés brutalement... Dans mon souvenir, je revois Paul recroquevillé, sombre, pétrifié...» (3) Pendant cette période berlinoise, il a écrit son magnifique poème "Bezette Stad" (ville occupée). C'est l'évocation d'une ville sous l'occupation militaire exprimant la folie de la guerre dans toute son absurdité. Le poème montre aussi clairement que la société bourgeoise qui "provoque" la guerre est au bord de la faillite. Van Ostaijen est aussi un internationaliste dans ses poèmes où il passe du néerlandais au français et à l'allemand.

Van Ostaijen était avant tout un écrivain anarchiste et antibourgeois. L'attention que la Flandre lui accorde aujourd'hui, offre l'occasion aussi aux francophones de découvrir ce poète rebelle, engagé, antibourgeois et sympathisant avec le communisme.

Peut-être Van Ostaijen pourra-t-il inspirer de jeunes poètes prêts à donner un coup de pied dans «le Grand Cirque du Saint Esprit», c'est-à-dire «la Religion, le Souverain et l'État».

1. Manifeste dans la revue Sienjaal (jamais parue). 2. «De Witte hoeven achter de zoom» p. 15, Poëziecentrum 1989. 3. Firmin Mortier dans le numéro consacré à Van Ostaijen par la revue Gierik, décembre 1995. 4. Marc Reynebeau, Het klauwen van de leeuw, p. 175.



Paul van Ostaijen.

Paul van Ostaijen face à Emile Verhaeren

Apéritif poétique au Centre International à Bruxelles, samedi 24 à 18 h. Entrée libre.

Lieven Soete

Le Centre International veut introduire le poète Paul Van Ostaijen (1896 - 1928), peu connu par les francophones, via le poète flamand francophone Emile Verhaeren (1855 - 1916), contemporain et compagnon de Van Ostaijen.

Verhaeren était une figure clé dans l'événement artistique progressiste au tournant du siècle. Comptant parmi les poètes préférés de Lénine, il était lié d'amitié avec entre autres Frans Masereel et Anatoli Lounatcharski. En 1922, Meyerhold a monté à Moscou sa propre version de la pièce de

théâtre "Les Aubes" de Verhaeren, dans un décor constructiviste de Dmitriev.

Sur le plan du style, il y a une grande différence entre Van Ostaijen, qui a évolué de l'expressionnisme vers un futurisme genre Majakovski, et Verhaeren, l'un des plus grands poètes du symbolisme et surtout du néo-réalisme. Mais ce qu'ils ont de commun, c'est qu'ils écrivent pour être lus et compris en vue de transformer le monde. Si les vers de Van Ostaijen ressemblent parfois à des jeux de mots, en réalité ils ne le sont jamais. Il partage avec Verhaeren son combat contre le genre "new age" de l'époque: l'exaltation sentimentale

de forces et de pouvoirs surnaturels en tout genre.

Alors que Van Ostaijen était un rebelle individuel contre la société, Verhaeren a assumé entre autres la première présidence de la ligue des artistes du Parti Ouvrier Belge de l'époque, ce qui lui a permis d'exercer une influence décisive sur l'ensemble de l'avant-garde progressiste en Belgique et au-delà des frontières. Alors que Verhaeren, d'abord fervent partisan de la Première Guerre mondiale, comme la majorité des socialistes dans toute l'Europe, est rapidement devenu un pacifiste militant, Van Ostaijen appartenait au cercle restreint d'artistes progressistes

qui se sont opposés dès le début à la folie de ce massacre impérialiste. Jacques Demaude prépare une confrontation passionnante des deux poètes. Les poèmes seront récités par Rita Nielandt, Laurent d'Ursel et Jacques Demaude lui-même. Walter Lievens se charge d'un encadrement musical tout à fait spécial. Il est l'un des grands compositeurs actuels dans notre pays. Sa musique sort certainement du banal, comme la poésie des deux poètes à leur époque. En tant qu'artiste d'avant-garde d'aujourd'hui, Walter Lievens apporte un hommage à Paul Van Ostaijen, poète d'avant-garde il y a près d'un siècle.



Emile Verhaeren, gravure sur bois.

Étudiants de tous les niveaux, unissez-vous !

Dix raisons pour lancer les unifs et grandes écoles dans l'action

Des dizaines de milliers d'étudiants et de professeurs mènent aujourd'hui dans tout le pays une lutte importante pour un enseignement démocratique. C'est le moment pour les unifs et les écoles supérieures de rejoindre le mouvement.

Peter Mertens

1. La lutte concerne tout le monde. On ne peut accepter une société où des droits élémentaires comme l'enseignement, le travail et un avenir décent sont refusés. Par centaines de milliers, des étudiants et professeurs sont déjà dans la rue pour s'y opposer.
2. En Flandre, les hautes écoles découvrent aujourd'hui les conséquences des enveloppes budgétaires, de l'autonomie et des fusions (mesures qui sont actuellement proposées pour l'enseignement secondaire).
3. Les étudiants du régendaat et d'agrégation sont déjà concrètement atteints par ces mesures (arrêt des nominations, limitation de l'encadrement) et n'ont plus aucune perspective d'emploi.
4. L'enseignement supérieur artistique de type court est menacé. Saint-Luc à Gand s'est joint aux actions.
5. Les étudiants universitaires sont concernés par les mesures du ministre Vande Lanotte (SP), qui

veut restreindre de manière drastique le nombre d'étudiants étrangers.

6. Récemment, en introduisant l'examen d'entrée en médecine, le parlement flamand a ouvert la voie à une sélection généralisée concernant l'accès à l'enseignement supérieur.

7. Les universités se sont vues octroyer des enveloppes qui les forcent à économiser année après année. L'ULB prépare un plan d'économies de 100 millions, il manquera un million pour le secteur social à l'Université d'État de Gand, et la KUL de Louvain a décidé d'augmenter le minerval à 18.000 francs.

8. La recherche scientifique est tombée en peu de temps sous le contrôle des multinationales. Dans certaines universités, l'industrie finance déjà plus de 40 % de la recherche. Et les relations avec l'industrie seront, selon le recteur de la KUL, encore renforcées.

9. Les universités flamandes sont provisoirement "supervisées" par



Les étudiants francophones de Bruxelles ont clamé leur refus des enveloppes budgétaires, de l'autonomie et des fusions. En Flandre, les hautes écoles subissent déjà les conséquences des mêmes mesures. Une raison d'unifier les luttes.

un commissaire spécial. L'objectif est de supprimer une série d'options par université. Les universités wallonnes attendent pour juin un nouveau décret de financement, qui, très probablement, renforcera le contrôle de l'industrie sur les universités.

10. Pour finir, l'accès à l'enseignement supérieur est un droit pour les étudiants qui sont en lutte

aujourd'hui dans le secondaire. Sans un enseignement secondaire de qualité, leur chance d'accéder à l'enseignement supérieur est diminuée.

Celui qui comprend la révolte de dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants, a le devoir de se joindre à l'action. Le gouvernement veut réformer tout l'enseignement selon le triangle infernal

fusion-autonomie-enveloppe budgétaire. L'attaque est globale. La riposte doit l'être également. Organisez des assemblées générales dans les écoles et les universités ! Invitez des étudiants en grève, des enseignants du secondaire et établissez un programme d'action et de mobilisation pour le 28 février, en vue d'une lutte de longue haleine dans l'enseignement !

Le film "Dangerous minds" : pour ou contre ?

Une attaque en règle contre les professeurs

Marianne Guillaume

Les jeunes sont en lutte depuis des mois pour un meilleur enseignement. Le film "Dangerous Minds" (Esprits rebelles) sort à point. Il raconte la vie d'une jeune prof, LouAnne. Le film s'est basé sur son livre "Dangerous Minds". Elle débute avec les élèves les plus indisciplinés de toute l'école, impliqués dans les trafics de drogue, le vol... Ca commence avec le super-hit de Coolio "Gangsta's paradise". Ambiance immédiate... Le film est à la fois drôle et triste. On ne s'ennuie. Mais le message m'a fait tiquer... Les élèves ont tous des parents pauvres, habitent les ghettos. Première tâche de la prof (Michelle Pfeiffer) : attirer leur attention. Elle commence par des leçons de karaté, apprises à l'armée. Puis, elle distribue des bonbons pour chaque bonne réponse. Autres récompenses : une sortie au parc d'attraction, dans un resto chic. Pendant que nos profs réclament le refinancement de l'enseignement, pour ce film "Esprits rebelles", c'est la motivation du prof qui compte. Même s'il doit y mettre de sa poche. Peu importe la



Michelle Pfeiffer accroche ses (difficiles) élèves en offrant des bonbons. Qu'en pensez-vous ?

méthode. Certains profs achètent les élèves avec des points, d'autres menacent de les faire doubler. LouAnne serait un modèle de motivation.

La question n'est pas là. Des milliers de profs défendent aujourd'hui la qualité de l'enseignement. Mais comment garantir

un enseignement valable alors que les moyens octroyés à l'école vont encore diminuer de 14,5 milliards et qu'on va licencier 3.000 profs ? C'est pour cette raison qu'il faut aller chercher 100 milliards chez les riches, pas chez les profs ni les autres travailleurs.

Dans le film, les étudiants, tous

issus des ghettos, foutent le bordel en classe. Mais la prof va les changer. C'est le mythe : "si tu étudies bien, tu y arriveras. Quelle que soit ton origine sociale". La prof leur apprend la poésie : «Dans le monde incertain où nous vivons, je veux vous armer». Mais que répondre à la mère de ces deux jeunes qui dit que la poésie n'apportera pas de pain à la maison ? C'est ce que reprochent beaucoup de jeunes au film : il est en dehors de la réalité. Dans quelle société vivons-nous ? Dans une société capitaliste dirigée par des riches qui licencient, sélectionnent, forment les gens à l'école selon leurs besoins. Il n'offrent pas de travail, de perspectives, ni aux jeunes, ni aux travailleurs, ni aux minimexés, chômeurs, pensionnés... C'est de cela qu'il faut parler en classe. C'est ainsi qu'on va armer les jeunes pour affronter le futur.

Le rêve américain ou une autre société ?

Rebelle se bat pour une autre société, la seule où l'enseignement est vraiment au service du peuple.

Une société socialiste. Lors de mon voyage en Corée du Nord, j'ai vu comment fonctionne l'enseignement "polytechnique" pour tous. Le matin, des cours généraux (langues, maths...) et l'après-midi, on répare une télé, un moteur. Pas de distinction entre le technique, le général et le professionnel. Tout le monde apprend tout et sait (presque) tout faire. Cela permet à chacun de vraiment choisir son métier. Et l'école est entièrement gratuite, y compris l'université et il y a du boulot pour tous... En Corée, l'école est adaptée aux besoins de la société. Ici aussi en quelque sorte, mais elle sert les intérêts des patrons. On apprend aux jeunes à devenir flexibles, à obéir. En Corée, un ingénieur agronome cherche un moyen de faire pousser du riz dans l'eau de mer. Pour répondre aux besoins de la population. Ici, le but est de servir une poignée de riches, qui veulent encore faire plus de profit.

Rebelle t'invite à une journée d'action et de réflexion sur l'enseignement et la répression. Samedi 9 mars, au Botanique à Bruxelles, dès 14 h. Infos : 02/513.10.95.

Oui, Irma Laplasse était coupable

La Cour a confirmé le verdict de trahison et de dénonciation

Le Tribunal militaire de Bruxelles a confirmé la culpabilité d'Irma Laplasse pour trahison et dénonciation de sept résistants et l'a condamnée à perpétuité. En 1945, elle avait été condamnée à mort et exécutée pour les mêmes faits.

Raf Jaspers

Sous la pression des partisans de l'amnistie, le gouvernement Dehaene-Di Rupo, avait décidé en 1995, par l'intermédiaire du ministre de la Justice Wathélet, la révision du procès de la dénonciatrice pro-nazie.

Celle-ci a été à nouveau condamnée par l'auditorat militaire. La Cour a minutieusement réexaminé les faits qui ont conduit à la mort de sept résistants le 8 septembre 1944. Il est établi, déclare la Cour, qu'Irma Laplasse a averti ce jour les soldats allemands dans les dunes d'Oostduinkerke de l'arrestation de son fils par la résistance. Dans sa motivation, la Cour précise : « Cette communication avait une

portée militaire, parce qu'elle trahissait ouvertement à l'ennemi le déclenchement de l'action de la Brigade Blanche d'Oostduinkerke. Le déclenchement de la résistance armée aurait dû rester secret. Transmettre une telle information porte atteinte à la sécurité du territoire. Le lancement de l'action par la résistance était un facteur important en vue d'affaiblir les Allemands et un avantage non négligeable pour la libération complète du pays de l'occupant allemand. Toute information devait rester secrète, y compris celle qu'Irma Laplasse a communiquée aux militaires allemands sur le sommet de la dune. » Irma Laplasse a commis cet acte « en connaissance de cause et volontairement, sans contrainte,



Le Front de l'Indépendance et l'Unité Antifasciste ont manifesté le jour du jugement. S'opposer à la résurgence du fascisme est possible et nécessaire, cette lutte a payé.

consciente du caractère délicieux de cette communication», poursuit encore l'Auditorat. Elle a communiqué cette information à un militaire allemand. Le fait que ce dernier était un ami de Laplasse n'est pas pertinent, car un ami allemand reste un ennemi. Dans son jugement sur l'acte de trahison et de dénonciation, la Cour se base à juste titre sur le

contexte de l'occupation de la Belgique par l'ennemi, les nazis allemands. La Cour militaire donne à la résistance et à la collaboration la place qui leur revient. Elle souligne l'importance de l'action militaire de la Brigade Blanche d'Oostduinkerke et condamne la collaboration avec l'ennemi comme trahison. Ainsi, la Cour a rejeté l'agumen-

tation de l'auditeur De Vidts qui présentait Laplasse comme une paysanne innocente, victime des erreurs de la résistance d'Oostduinkerke.

Responsable de la mort de sept résistants

L'auditorat militaire a considéré qu'Irma Laplasse avait exposé les sept résistants à la poursuite des militaires allemands et estime la dénonciation prouvée. « Il n'y a aucun doute : elle a agi en connaissance de cause et volontairement. Elle connaissait le caractère répréhensible de cette communication. » La Cour n'a pas retenu la circonstance aggravante selon laquelle Laplasse était la seule source d'information des Allemands à propos des arrestations effectuées par la résistance. Les Allemands avaient peut-être été aussi informés par d'autres sources, déclare la Cour. Ces propos sont contestables. Mais le fait que cette circonstance aggravante n'ait pas été retenue ne signifie nullement, contrairement à ce que prétend l'avocat de Laplasse, que l'auditorat militaire ait innocenté moralement Laplasse de la mort des résistants. L'acte de trahison est le seul sur base duquel la Cour pouvait condamner Laplasse à la peine de mort. Elle a retenu "l'amour maternel" de Laplasse comme une circonstance atténuante, pour lui infliger une peine moins sévère, la prison à perpétuité. Cette motivation de la Cour est contestable. Irma Laplasse et toute sa famille ont collaboré intensément avec l'occupant nazi durant quatre ans. Le fait qu'elle se soit rendue chez les Allemands et non chez les résistants de la Brigade Blanche qui avait arrêté son fils était clairement un choix politique sans rapport avec "l'amour maternel".

Un encouragement

« J'espère que le jugement n'a pas été prononcé par crainte des menaces de la résistance », écrit le professeur Van Isacker dans la *Gazet van Antwerpen*. La nouvelle condamnation de Laplasse est le fruit de la lutte isolée et inégale menée pendant des années par des personnes comme Berthe Ureel et Jean-Marie Pylyser. Dans leur combat contre la réhabilitation de Laplasse, ils se sont opposés au puissant lobby des médias, partisans de l'amnistie. Les livres de Jean-Marie Pylyser et Johan Anthierens ont apporté nombre de faits et preuves et ont percé la déma-

gogie de la campagne en faveur de Laplasse, de sorte que la Cour ne pouvait se dérober devant les faits. Le succès est également le fruit des actions et de la résistance idéologique de la part des familles des résistants assassinés et de l'Unité antifasciste (UA). Après le verdict, Berthe Ureel, la fille de l'une des personnes assassinées, a immédiatement félicité et remercié l'Unité antifasciste pour la mobilisation contre le procès Laplasse. La résistance antifasciste est nécessaire et possible. Cette réussite doit renforcer les antifascistes dans leur détermination.

Un succès pour les antifascistes

Les partisans de l'amnistie déboutés sur tous les points

Raf Jaspers

Dans son réquisitoire, l'auditeur De Vidts avait requis l'acquiescement d'Irma Laplasse, estimant qu'elle n'avait pas bénéficié d'un procès équitable en 1944-45. Avant lui, le professeur Karel Van Isacker et le journaliste Louis De Lendtdecker, ainsi que le lobby d'extrême droite revendiquaient l'amnistie. Pendant cinquante ans, ils ont mené une véritable campagne de désinformation, clamant l'innocence de Laplasse.

La Cour leur a donné tort sur tous les points. Laplasse n'est pas innocente. L'auditorat confirme explicitement que Laplasse a eu un procès équitable après la guerre et que l'enquête préliminaire et l'enquête judiciaire menée à l'époque

par l'auditeur Vossen s'étaient déroulées correctement pour l'essentiel et selon les règles judiciaires en vigueur. « Nous n'avons pas connaissance d'irrégularités dans le dossier de l'époque, tous les moyens à charge et à décharge de Laplasse ont été examinés. » La demande de l'auditeur d'obtenir l'annulation du précédent dossier a donc été rejetée par la Cour.

La Cour brise le "mythe Laplasse"

L'auditorat n'a pu nier les nombreux témoignages et les preuves confirmant de manière irréfutable les faits commis par Laplasse. Ce tribunal militaire, garant du patriotisme, ne pouvait se permettre de

classer sans suite ce crime de collaboration avec l'ennemi.

Le jugement de l'auditorat militaire réfute également le mythe persistant selon lequel la répression d'après-guerre a été caractérisée par l'arbitraire et l'injustice et dont l'affaire Laplasse devait être le symbole.

La réouverture du procès Laplasse était une défaite pour les antifascistes. La responsabilité politique en incombe au CVP et au PS. Toute l'extrême droite et la droite avait propagé et espéré l'acquiescement. Les journaux comme le *Standaard* et la *Gazet van Antwerpen* dissimulent mal leur déception. Dans les milieux de la résistance, la réouverture du procès et finalement la reconnaissance d'une circonstance atténuante suscitent l'indi-

gnation. Car Irma Laplasse est responsable de la mort de sept résistants. Leur colère est compréhensible et justifiée. Mais il est essentiel que la reconnaissance de sa trahison et de sa dénonciation aient été maintenues. Dans ce sens, cette nouvelle condamnation est un succès pour les antifascistes, dans le contexte politique actuel. Les dirigeants du Vlaams Blok, entrés souriants dans la salle, n'ont pu cacher leur dépit. Tout comme l'ensemble des partisans de l'amnistie, ils s'attendaient manifestement à une journée de triomphe, de réhabilitation de la collaboration et de dénigrement de la résistance. Ils espéraient que l'acquiescement de Laplasse ouvrirait la voie à la révision d'autres procès de collaboration et les conforterait dans leur

revendication de l'amnistie. Ils voulaient faire d'Irma Laplasse un martyr et monnayer cette affaire au profit de leur politique fasciste et nationaliste. La nouvelle condamnation de Laplasse est un fameux coup de frein à leurs ambitions.

A lire...

L'édition française du livre d'Anthierens "Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse et de la Flandre". De nombreuses dents dans le nord du pays... Disponible à la Librairie Internationale, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. 698 F + 58 F de port.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Les parents ne sont pas démissionnaires

Le 28 novembre 95, les étudiants se font matraquer dans les rues de Liège. Le jour même, des parents de l'école fondamentale de ma fille, réagissent : il faut faire quelque chose, ce sont des enfants que l'on matraque. Nous sommes quelques mamans à nous réunir pour préparer une soirée d'information pour les parents : pour quoi la crise dans l'enseignement ? Que pouvons-nous faire en tant que parents ? Lors de la préparation, nous sommes un peu inquiètes : les gens vont-ils venir ? Le jour J est arrivé : une trentaine de personnes, pas mal pour un début. La déléguée syndicale explique les conséquences négatives de la réforme des congés de maladie sur les écoliers. Elle parle aussi du bénévolat de chaque enseignant : repas en classe, récréations...

Un petit exposé historique démontre que les problèmes ne datent pas d'hier. Le directeur parle des difficultés à boucler le budget, du déficit des écoles, de l'enseignement "gratuit" qui n'est plus gratuit depuis longtemps puisque les parents doivent payer des livres, du matériel scolaire. Il explique aussi qu'il est important de lutter contre l'école à deux vitesses, que chaque enfant a droit à un enseignement de qualité quelle que soit son origine sociale, culturelle ou religieuse.

Puis, les parents réagissent positivement. Ils se montrent solidaires des enseignants : «Nous payons assez, nous ne voulons pas de nouveaux impôts». «Allons chercher l'argent ailleurs : dans les caisses des entreprises, des banques». «Nous devons voter autrement.»

Je suis agréablement surprise. Certains parlent de manifester

avec les enseignants, d'envoyer une pétition à "notre chère Laurette". Ils ont envie de bouger. Des parents d'une autre école liégeoise demandent à les suivre. Nous les contacterons sûrement. La soirée se termine par la demande d'une institutrice maternelle : «Nous demandons de la considération. L'école n'est pas un parking, les enseignants ne sont pas là pour jouer aux infirmières, pour retrouver les bonnets perdus. Nous vous demandons d'être nos partenaires, nous avons besoin de votre soutien.»

Le message est bien passé. Nous allons continuer avec des parents pour concrétiser des actions. Si vous, parents, vous avez aussi envie de crier votre révolte en voyant ce que le gouvernement fait de nos enfants, écrivez à Solidaire. Plus notre nombre sera grand, plus forts nous serons. Les enseignants et nos enfants doivent savoir que nous non plus ne pouvons accepter ce qui se passe dans les murs de nos écoles. Et n'oublions pas qu'une société qui n'investit plus dans sa jeunesse est une société sans avenir !

Josiane Horrion
Liège

Sabena : la direction lance une pétition

A la Sabena, une pétition pour la reprise du travail aurait rassemblé 800 signatures. En tout cas, c'est ce qu'on a appris par la TV et la radio car la pétition leur a été faxée. A la BRT, le 11 février, F. Van Der Velde, chef de département et initiateur de la pétition a prétendu que celle-ci exprime "la majorité silencieuse, le vrai coeur de la Sabena". Mais finalement moins de 10 % des gens ont signé. La majorité des travailleurs soutient la grève et en a complètement marre des pertes financières. Ils n'acceptent plus que la Sabena se serve d'eux comme cobayes pour les expériences de la FEB.

Bien entendu, la pétition vient des cadres et de la direction. A la TV,

leur porte-parole a dit qu'ils sont contre la grève, qu'ils sont prêts à se serrer la ceinture pour améliorer la position concurrentielle de la Sabena. Ce sont aussi les cadres qui sèment l'angoisse : Virgin Airlines nous guette, la grève fiche tout en l'air, on va tout perdre avec cette crise. Mais c'est justement la direction qui démantèle la Sabena et menace tout : la vente de la division Catering n'est qu'un début. Les plans de la direction visent à créer un groupe de travailleurs à statut précaire, ce qui fera pression sur les autres Sabéniens pour accepter davantage de flexibilité. Et comment se fait-il que pour cette pétition, l'infrastructure Sabena (les faxes) a pu être utilisée ? Encore une preuve que la pétition est une grande manipulation !

Un travailleur de Sabena

Des chiffres éloquentes

C'est dans la simultanéité de faits que se révèle l'injustice. Le quotidien *Haaretz* affirme que le budget des services secrets d'Israël Shin Beth et Mossad atteint, cette année, 650 millions de dollars. Soit pour une population de 5 millions d'Israéliens, plus de 10 dollars par habitant et par mois. Dans le même temps, la mise en oeuvre éventuelle de la résolution 986 de l'ONU concernant l'Irak, autoriserait à consacrer 7 dollars par habitant et par mois pour les vivres et les fournitures médicales. Comme quoi, la sécurité des uns n'a pas de prix; tandis que la santé et la vie des autres sont dérisoires. Dans le cadre d'une réunion du Conseil de coopération du Golfe, un économiste koweïtien a déclaré que l'économie israélienne représente le volume des économies de l'Egypte et de la Syrie combinées. Populations : 5 millions pour Israël et 70 millions pour la Syrie et l'Egypte. L'injustice est une arme ! Pour sa destruction, il nous faudra des pacifistes d'une nature nouvelle. Utopie ?

Edith Piret
Bomal

Tuée par un flippo

Notre époque est celle de la consommation, celle de la diversité des produits. On donne aux gens l'illusion de choisir alors que leur choix est de plus en plus restreint. Ce n'est plus le produit qu'on vend mais son conditionnement, sa page publicitaire, son cachet, sa symbolique. Devant la surproduction de produits, à peu près semblables, les publicistes cherchent à rendre leurs produits indispensables et ceux des autres indésirables. C'est ça le monstre de la concurrence, le démon capitaliste.

Une vieille personne a été récemment tuée par ce démon. Tout le monde s'est sûrement aperçu de cette mode construite de toutes pièces par les spécialistes du marketing que l'on appelle "Flippo". Ce sont des piécettes de plastique un peu plus grandes que des pièces de vingt francs, valant un certain nombre de points, que les enfants "victimes de la mode" (dixit MC Solar) sont censés collectionner. On les trouve dans beaucoup de produits, notamment dans les paquets de chips Smiths — là, comme ça, je les ai dénoncés, bien fait pour eux — où ils sont jetés sans aucune précaution pour les distinguer des chips. En tout cas, pas assez clairement pour cette pauvre vieille personne... morte étouffée d'en avoir avalé un.

Le capitalisme est une guerre impitoyable, une guerre, dont les conséquences embrassent tous les aspects de notre vie, et comme toutes les guerres, elle fait des victimes.

Germain
Bruxelles

Un mauvais western : "Land and Freedom"

Manifestement, Ken Loach a voulu que le public rentre chez lui avec l'idée que les communistes ont brisé l'unité antifas-

ciste pendant la guerre civile espagnole et trahi les résistants. Mais pour le démontrer, le film manque totalement d'argumentation logique.

Une milice du POUM (anarcho-trotskiste) est sollicitée par le Front uni international qui lui demande d'employer ses armes, son organisation et sa discipline afin de renforcer le front. Cette milice refuse et choisit de continuer la lutte sur la voie de l'amateurisme et de la division. Qui brise donc l'unité du front ? L'amateurisme apparaît clairement dans le débat sur la collectivisation des terres expropriées dans un village libéré. Comme si un tel problème pouvait être résolu en temps de guerre et ce dans le cadre d'une réunion villageoise d'une heure ! Tout sens de la réalité disparaît et les slogans idéalistes l'emportent au détriment d'une analyse pertinente. En effet, le fascisme était alors l'ennemi principal et les conditions de la collectivisation n'étaient absolument pas réunies. Le POUM décida également de n'admettre les femmes qu'en qualité de cuisinières ou infirmières, "afin de leur montrer où est leur place". Ainsi, deux femmes ayant démontré leur capacité de résistantes armées se voient renvoyées aux fourneaux, bien qu'elles ne sachent pas cuisiner ! Une attitude bien peu révolutionnaire, il est vrai et gaspillage des forces disponibles.

Un film de cow-boy, avec des «bons» et des «méchants» catalogués dès le départ. Un mauvais western, car on tire sur le mauvais ennemi !

Anita Sohie
Deurne

Faute d'impression

Suite à une faute de frappe, vous avez lu dans Solidaire n° 7 (p 22) dans l'article sur la campagne électorale de 1995 du Parti Communiste du Bénin, que «5 % de la population de ce pays est analphabète». Il fallait lire 75 %.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Commune: _____

Age: _____

Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

"Mon argument pour l'égalité des droits"



"Mon argument", dans le bus

Les nouvelles cartes d'Objectif "Mon argument en faveur des droits égaux" ont un effet communicatif. Emile, septuagénaire de la région de Charleroi, avait récolté 20.000 signatures pour Objectif. Il s'est mis aussitôt en action. «Dans le bus, je vais m'asseoir près de gens dont je suppose qu'ils ont signé la pétition, raconte Emile. Je demande : "Et vous, madame, avez-vous déjà signé la pétition d'Objectif pour les droits égaux ?" "Oui, bien sûr", répond la dame. "Eh bien, nous avons plus d'un million de signatures, mais les immigrés n'ont toujours pas plus de droits, au contraire, les mesures contre eux sont encore pires qu'avant." La dame me regarde, étonnée. Je poursuis : "Pour maintenir la pression, nous demandons maintenant aux gens de donner un argument en faveur de l'égalité des droits. Voulez-vous en écrire un sur cette carte ?" La dame l'écrit directement, avec plaisir. Je vais m'asseoir à côté d'une autre dame et... j'ai tout autant de succès !»

Leur argument

Objectif a déjà reçu beaucoup de cartes-arguments.

«Je suis pour l'égalité des droits parce que c'est la seule base de départ claire et démocratique pour l'édification d'une société multiculturelle qui me tient à coeur», écrit Fred Louckx, professeur à la VUB.

«Parce que les hommes sont égaux par nature : ils naissent, vivent et meurent. Le pays où ils vivent est le fruit du hasard. A Gand, il y a des "Belges", des "Belges turcs" et des "Turcs belges". Idem pour les Marocains. Pour nous, ils sont tous en Belgique, donc de nationalité belge», écrit un Gantois.

«Mon père a 56 ans. Depuis l'âge de 17 ans et pendant 20 ans, il a travaillé dans la mine et à l'usine. Il est tombé malade. Il souffre de cécité, de surdité et de ses jambes. Il a 100 % d'incapacité et il ne reçoit que la somme de 2.500 F. Où est l'égalité et le droit de l'homme?», écrit un Liégeois d'origine italienne.

«Ils fuient déjà des régimes avec des dictatures. Et nous, on leur refuse la nationalité», remarque une étudiante de Charleroi.

Bon

Nom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Profession : Tél. :

Je commande

..... affiches et tracts de la manifestation du 24 mars 1996

..... cartes "Mon argument en faveur de l'égalité des droits"

..... sets (cartes postales, badge, autocollant) à 100 F.

A envoyer à Objectif 479.917, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (02/513.83.46).

On recherche : des "relais" pour Objectif

Encore quatre semaines avant la manif "Droits égaux"

"Des relais", ce terme est maintenant sur toutes les lèvres au secrétariat d'Objectif 479.917. Les relais, ce sont les gens qui diffusent le matériel de la manif dans leur commune, maison de jeunes, syndicat, école ou organisation. Chaque semaine, ils reçoivent un bulletin d'information. Voici plusieurs expériences intéressantes tirées du premier bulletin.

Fred Detaeye

Vous avez déjà pu le lire dans le Solidaire précédent : les Patros flamands et le KAJ (JOC flamande) appellent leurs membres à manifester. Pour donner un cachet propre à leur présence dans la manifestation, les jeunes dessinent des baisers au rouge à lèvres à tous les endroits possibles. Ils ont aussi fabriqué des autocollants spécialement pour la manifestation.

Un stand à l'école

Sophie a pris contact avec la prof de morale pour préparer la manifestation à l'école. L'enseignante lui a proposé d'organiser un stand d'information d'Objectif durant les pauses de midi.

En attendant, l'affiche a été collée partout dans l'école. Joram a eu mois de chance. Il n'avait pas demandé l'autorisation de placer des affiches à l'école et s'est vu infliger une punition de douze pages. Julie, de Bruxelles, a commandé 100 tracts, pour les distribuer dans les manifestations contre les mesures d'Onkelinx. Elle trouve trop compliqué de vendre des sets de cartes postales dans les manifs, mais elle le fait à l'école. Les cinq premiers qu'elle avait commandé se sont vendus comme des petits pains. Tout le monde les trouve chouette. Julie vient d'en recommander dix.

Record au marché du samedi à Anvers

Samedi dernier, Maarten a vendu 25 sets de matériel sur le

marché aux oiseaux à Anvers. Sa première vente sur le marché est une réussite. Il n'y avait jamais été avec du matériel d'Objectif, mais lorsque le responsable d'Objectif-Anvers lui a téléphoné, il a accepté : «J'étais très motivé. L'antiracisme me tient fort à coeur. Je m'adressais directement aux gens en mettant l'accent sur le million de signatures. La plupart d'entre eux ignoraient qu'Objectif avait déjà rassemblé le nombre impressionnant d'un million de signatures. Puis je leur parlais de la manifestation. Enfin, je leur proposais d'acheter des cartes postales. Certains m'ont dit qu'ils étaient contents d'aider Objectif de cette manière. Quelques jeunes ont aussi pris l'affiche, mais je dois y accorder plus d'attention.» Plusieurs "magasins du monde"

d'Oxfam se sont proposés comme points d'appui local. Un de la région anversoise a proposé au Conseil tiers monde local d'affrêter un bus. La réaction a été positive. Pour 100 frs, il est maintenant possible de se rendre à la manifestation.

Un "Magasin du monde" affrète un bus pour aller à la manif

Rebecca est un autre relais. Lorsqu'elle a reçu le bulletin d'Objectif, elle a téléphoné au secrétariat national pour voir ce qu'elle pouvait faire dans sa région. Elle avait l'expérience de la vente d'autocollants avec les jeunes de la Croix Rouge. Avec deux amies, elles a vendu 200 autocollants en faisant du

porte à porte et elle est allée placer des affiches personnellement dans les magasins et les cafés. Lors de la vente au porte à porte, elle a rencontré 40 % de refus. «Il y a encore pas mal de pain sur la planche», conclut-elle.

A Zolder, un café d'anciens mineurs assure la mobilisation. Ils ont déjà demandé de prévoir un arrêt du bus à leur local. Début mars, ils organisent une soirée sur la nouvelle loi de naturalisation, au cours de laquelle on abordera aussi la manifestation.

Voulez-vous devenir aussi un "point d'appui" ? Et préparer la manifestation dans votre école, votre commune ou votre syndicat.

Prenez contact avec le secrétariat d'Objectif et commandez dès maintenant le matériel grâce au bon sur cette page.